



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

N° 59

24 JUIN 1961

PRIX: 0,40 NF

Solidarité des travailleurs :

Les paysans accusent

UNE importante partie de ce numéro de « Tribune Socialiste » est consacrée à l'agitation paysanne qui se prolonge en Bretagne avec l'appui de manifestations de solidarité dans beaucoup d'autres départements.

Si nous donnons une telle place à ces événements, ce n'est pas simplement pour rendre compte d'une actualité particulièrement spectaculaire; c'est surtout parce que l'explosion de mécontentement des paysans bretons pose de multiples problèmes politiques. Car, quoi qu'on fasse, la politique reprend immédiatement ses droits.

Nous entendons répéter un peu partout avec insistance : il faut éviter que le mouvement soit « politisé ».

Qu'est-ce à dire ?

Si l'on entend par là qu'il faut prendre garde que les paysans bretons, dans leur colère, ne risquent de devenir la masse de manœuvre de tel ou tel parti, désireux seulement de capter l'agitation à son profit sans souci de proposer des remèdes, — si l'on veut surtout dénoncer le danger de voir les « activistes » du fascisme et de « l'Algérie française » utiliser l'événement pour accroître le trouble en France afin de faciliter leurs complots en Algérie — alors, nous sommes d'accord. C'est un point que la résolution adoptée par notre Comité Politique National souligne tout particulièrement.

Il reste qu'il n'est ni possible ni souhaitable de ne pas tirer quelques enseignements politiques des événements de Bretagne. Notre parti doit s'attacher à le faire sans ménagement.

Le mécontentement des paysans bretons, la forme qu'il a prise pour s'exprimer, sa soudaineté, sa véhémence, ses aspects nouveaux témoignent, qu'on le veuille ou non, contre le régime gaulliste.

Atermoiements, promesses non tenues, projets non suivis d'exécution : voilà ce qui revient sans cesse dans les propos des leaders du mouvement. A quoi sert donc d'avoir un « pouvoir fort et stable », à quoi sert de parler de restauration de l'autorité « grâce au général de Gaulle », si, plus encore que sous les régimes précédents, les décisions prises restent lettre morte ? En ce domaine, la V^e République est paralysée et condamnée à l'impuissance en raison de son contenu économique et social, comme elle l'est, dans l'affaire algérienne, en raison de ses origines. On ne peut prétendre satisfaire les revendications populaires quand on construit un régime en s'appuyant sur les classes sociales conservatrices.

Mais le mouvement breton met aussi en cause le régime économique et social lui-même.

Voilà qu'on reparle, comme dans les années 1930, de surproduction. Par une ironie du sort, — cruelle mais significative — l'affaire éclate au moment même où est organisée la propagande pour la lutte contre la faim dans le monde. Les paysans bretons ont produit « trop » de pommes de terre, « trop » de lait, « trop » de viande. Croit-on que les besoins de toute la population soient satisfaits en France même ? Et, plus encore dans d'autres pays ? Pourquoi n'existe-t-il pas, au niveau international, un organisme chargé de « mobiliser » les excédents pour les mettre à la disposition des pays sous-développés qui ne peuvent transformer leur économie avec une main-d'œuvre sous-alimentée ?

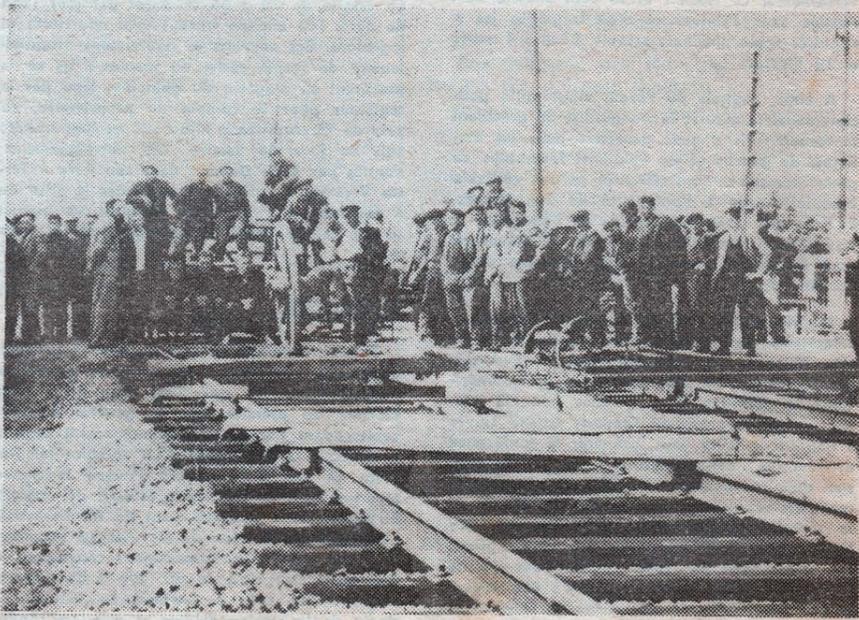
Pourquoi est-il possible que des produits si abondants à la ferme soient vendus si chers à la ville ? Comment est-on arrivé à donner au paysan, invité à moderniser ses exploitations et à produire davantage, l'impression que le progrès technique se retourne contre lui ?

Comment se fait-il que l'industrialisation, si nécessaire dans une province où 80 % de la population vit du travail de la terre, n'a pas été poussée avec plus de vigueur ? N'est-ce pas la condamnation du recours à la seule initiative privée ?

Notre parti suit les événements de Bretagne avec la plus grande attention. Tanguy-Prigent, Serge Mallet, Jean Poperen se sont rendus sur place. Nos fédérations bretonnes ont tenu dimanche un congrès extraordinaire.

C'est que nous devons, — précisément parce que nous sommes socialistes — saisir cette occasion de poser les questions que nous avons énumérées plus haut.

(Suite page 9)



Le mouvement a déferlé sur la Bretagne

(A.D.P.)



FRONT POPULAIRE

(Keystone)

Les « marcheurs de la faim » arrivent à Paris

« Pour le Pain, la Paix et la Liberté »

(Voir en page centrale)

«...Ne dites pas : "C'est naturel" devant les événements de chaque jour. A une époque où règne la confusion, où coule le sang, où l'on ordonne le désordre, où l'arbitraire prend force de loi, où l'Humanité se déshumanise, ne dites jamais : "c'est naturel", afin que rien ne passe pour immuable».

Bertolt Brecht (l'Exception et la règle)

flashes-actualité

AMÉRIQUE LATINE

Pour être moins houleux que le voyage accompli il y a 2 ans par le vice-président Nixon, la tournée de M. Adlai Stevenson n'en a pas moins été assez agitée. Les bagarres les plus violentes ont éclaté à La Paz, capitale de la Bolivie : tandis que le président Estensoro conférait avec M. Stevenson, une manifestation se déroulait, qui avait pour but d'obtenir la libération des dirigeants syndicalistes arrêtés la semaine dernière pour « complot communiste ». Les premiers chocs se sont produits quand la foule a tenté de se rendre devant l'ambassade des U.S.A., et l'émeute s'est propagée rapidement ; les étudiants ont saccagé l'immeuble du journal gouvernemental La Nación et se sont ensuite barricadés dans l'Université d'où la police les a expulsés après plusieurs assauts. Bilan : 4 morts et 14 blessés.

A Lima, capitale du Pérou, vingt mille policiers devaient assurer la tranquillité du président Stevenson ; ils y sont parvenus mais les étudiants de gauche et les étudiants favorables au gouvernement se sont affrontés en une véritable bataille rangée à l'université de San Marcos. En revanche, à Quito, capitale de l'Équateur, la visite s'est déroulée sans incident. M. Stevenson part maintenant pour Bogota, dernière étape de son voyage.

M. Stevenson avait au départ 3 objectifs : effacer les conséquences désastreuses de l'invasion manquée de Cuba sur l'opinion Sud-américaine, expliquer aux dirigeants latino-américains la politique d'« alliance pour le progrès » que le président Kennedy entend suivre à l'égard de leurs pays, préparer la conférence économique inter-américaine de Punta del Este, qui doit coordonner les plans de développement des républiques Sud-américaines et prévoir le montant et les formes de l'aide que les U.S.A. apporteront à la réalisation de ces plans. Sa visite avait été préparée par des crédits américains judicieusement répartis ; par ailleurs la personnalité de M. Stevenson est connue et estimée en Amérique Latine : aussi certaines des entrevues de l'envoyé américain — en particulier avec le président brésilien Janio Quadros — se sont déroulées dans un climat favorable. M. Stevenson a eu le tact de rester modéré dans les appréciations qu'il a données du régime cubain, ce qui a évité les incidents.

Mais les divergences restent nombreuses et profondes en particulier sur le plan économique. Pour les Américains, l'aide qu'ils apportent à l'Amérique Latine doit reposer sur deux principes : libre entreprise, liberté des échanges. L'aide publique — de gouvernement à gouvernement — doit demeurer une aide sociale, consacrée à la construction d'écoles, d'hôpitaux etc. ; et les capitaux privés doivent prendre en charge les investissements économiques. Les économistes latino-américains estiment au contraire que le développement du continent suppose une planification qui ne sera efficace que si elle est assurée à l'avance de crédits publics, dont le montant et la stabilité ne seraient pas soumis aux fluctuations du profit. Par ailleurs, l'administration américaine propose actuellement 500 millions de dollars pour tout le continent, alors que le Pérou réclame à lui seul une somme égale, que l'Équateur demande 200 millions de dollars etc. Dans ces conditions, la conférence de Punta del Este qui devait se tenir en juillet sera vraisemblablement repoussée. Tous les problèmes principaux restent donc cette fois encore sans solution.

BRÉSIL

L'agitation révolutionnaire se développe dans le Nord-Est du Brésil. Si elle connaît une accalmie chez les étudiants, elle gagne en revanche les masses paysannes. En effet la grève déclenchée par les étudiants de Recife le 21 mai a pris fin le 16 juin. (Les étudiants avaient lancé ce mouvement pour protester d'une part contre l'interdiction faite à Mme Guevara, mère du ministre des finances cubain, de prononcer une conférence à l'université, d'autre part contre la gestion malhonnête du recteur ; M. Quadros avait repoussé avec intransigeance toutes les revendications étudiantes et fait occuper militairement l'Université de Recife). Mais les troupes n'ont pas quitté Recife à la fin de la grève : en effet la tension s'accroît dans les campagnes misérables du Nord-Est. Les paysans de cette région sont organisés à l'intérieur des Ligues Paysannes que dirige M. Francisco Juliao, ami et disciple de Fidel Castro ; ils ont condamné comme insuffisante la réforme agraire

proposée par le gouvernement, et le mouvement d'occupation des terres laissées en friche par les grands propriétaires s'accélère. On prête aux Ligues paysannes l'intention de passer à l'action violente, bien que M. Juliao ait déclaré qu'il saurait déjouer les provocations et s'en tenir à l'action directe pacifique : aussi les milieux conservateurs réclament la dissolution des Ligues.

Pour comprendre l'acuité de cette crise, il faut savoir que le « Nordeste » Brésilien est une des régions les plus misérables du monde. Sur les domaines sous-exploités des grands propriétaires travaillent — six jours par semaine pendant la récolte, quatre jours seulement les autres mois — des ouvriers agricoles qui ont un salaire de 20 à 35 cruzeiros par jour (soit de 80 à 140 anciens francs) sans nourriture ni logement. Ces ouvriers se nourrissent essentiellement de fécule sèche de manioc ; ils se la procurent au magasin du domaine, tenu par le régisseur pour le compte du propriétaire, au prix de 25 cruzeiros le kilo (100 anciens francs) soit un jour de salaire. Ces renseignements, donnés par René Dumont dans son livre « Terres Vivantes » suffisent à expliquer la crise du « Nordeste » : M. Janio Quadros va bientôt devoir choisir entre les affameurs et les affamés.

CONGO

Deux événements se sont produits à Léopoldville cette semaine : ils sont en apparence contradictoires, ce qui n'est plus pour nous étonner. En premier lieu, le général Mubutu, commandant l'armée du gouvernement central, a annoncé la découverte d'un complot lumbiste, ce qui lui a permis d'ouvrir la chasse aux partisans de l'ancien président du conseil. En revanche le gouvernement de M. Kasavubu (Léopoldville) et celui de M. Gizenga (Stanleyville) se sont mis d'accord pour convoquer le Parlement Congolais le 25 juin à l'université de Lovanium, près de Léopoldville. Pendant la durée de la session soldats et policiers congolais laisseront leurs armes dans un dépôt gardé par l'O.N.U. Enfin, il est fait appel à l'O.N.U. pour qu'elle convainque les députés Katangais de se rendre à Lovanium.

ÉTATS-UNIS

La Cour Suprême vient de rendre une sentence qui risque de gêner gravement certains syndicats : un syndicat ouvrier n'aura plus le droit d'utiliser à des fins politiques les cotisations versées par un syndiqué si ce syndiqué s'y oppose. Les multiples syndicats d'industrie qui avaient constitué des fonds pour soutenir telle ou telle campagne politique (contre la loi Taft Hartley réglementant les grèves, par exemple) ou appuyer les candidatures favorables au mouvement ouvrier, c'est-à-dire le plus souvent les candidatures démocrates, vont être contraints de modifier leur attitude. Cette décision, qui prive les syndicats d'une partie importante de leurs moyens d'action en permettant à quelques opposants de paralyser l'effort syndical, est une grave défaite du mouvement ouvrier américain.

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement Mac Millan poursuit l'œuvre de décolonisation entamée par la Grande-Bretagne depuis 1945. L'emirat de Koweït — au fond du golfe Persique — vient d'accéder à l'indépendance. Ce petit état (15.000 km², 200.000 habitants) est le 4^e producteur mondial de pétrole, avec une production de 80 millions de tonnes par an, qui rapporte à l'émir de Koweït 100 millions de livres de Royalties (redevances payées par les compagnies pétrolières) soit 140 millions de NF).

Par ailleurs Londres a proposé à la Fédération des Antilles britanniques d'accéder à l'indépendance en mai 1962. Il appartient maintenant aux différents parlements Antillais d'entériner cette date. D'autre part, M. Mac Leod, ministre des colonies, vient de remporter un succès important sur les « ultras » conservateurs du marquis de Salisbury, sur les colons de Rhodésie et leur chef, Sir Roy Welensky : les Africains de Rhodésie du Nord voient élargir le nombre de leurs représentants au Conseil législatif : celui-ci comprendra désormais 15 membres élus par les Blancs, 15 membres élus par les Africains, et 15 membres élus à la fois par les Blancs et par les Africains. Cette disposition, sans satisfaire pleinement les nationalistes africains de M. Kaunda, permettra d'apaiser pour un temps leur impatience et de les rassurer sur les intentions libérales du gouvernement britannique.

En revanche, aucune solution n'est en vue au Kenya. Les Britanniques, qui refusent de libérer le leader nationaliste Jomo Kenyatta, emprisonné depuis 8 ans à la suite de l'insurrection Mau Mau, espèrent bénéficier de la division de leurs partenaires nationalistes : mais les deux partis africains viennent de conclure un accord au terme duquel ils réclameront ensemble l'indépendance pour la fin de l'année et la libération de Kenyatta, et mettront fin à leurs querelles. Le problème du Kenya, qui avait connu un répit lorsque le parti Kadu avait accepté au mois d'avril de former le gouvernement du territoire, va à nouveau entrer dans une phase difficile.

Emmanuel TERRAY

Les rapports Est-Ouest au point mort

Après J.-F. Kennedy qui a rendu compte aux Américains de ses entretiens en Europe, et en particulier à Vienne, N. Khrouchtchev a exposé à la télévision soviétique son opinion sur les rapports Est-Ouest et sur la solution des problèmes du désarmement, de l'Allemagne, de Berlin, etc...

Le chef du gouvernement soviétique n'a rien dit que nous ne sachions déjà. Mais il a parlé d'un ton très grave. Il n'a pas proféré de menaces. Mais il n'a pas dissimulé son intransigeance.

M. Khrouchtchev semble angoissé

A un moment donné, il semblait même angoissé. C'est lorsqu'il évoquait les essais nucléaires du général de Gaulle.

« Pendant que nous menons des pourparlers avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, s'est-il écrié, un de leurs alliés poursuit ses explosions. Il faut croire que la France, membre du pacte agressif de l'O.T.A.N. qui ne cache pas son agressivité envers l'U.R.S.S., peut perfectionner son armement nucléaire pendant les entretiens ».

Ce n'est certainement pas la pauvre petite bombe française (qui nous coûte si cher et qui est depuis longtemps périmée) qui effraie N. Khrouchtchev. Le coûteux joujou de notre Général-Président ne peut inquiéter une puissance nucléaire comme l'U.R.S.S. Mais il a ajouté : « Le danger, c'est que d'autres pays peuvent en faire autant », des nations « qui ne se sentiraient pas liées par un accord tripartite sur la cessation des accords nucléaires ».

N. Khrouchtchev vise ainsi la Chine. Mais ce n'est certainement pas la future bombe nucléaire « cent pour cent chinoise » qu'il craint. Sa peur semble avoir une cause plus immédiate et autrement sérieuse. Ne craindrait-il pas, si la situation internationale ne s'améliorait pas, qu'il serait impossible à Moscou de continuer à refuser à la Chine les armes nucléaires dont le stock en U.R.S.S. ne doit pas être inférieur à celui des États-Unis ?

Un désarmement sans contrôle

Pour échapper à ce danger, N. Khrouchtchev propose un moyen malheureusement inefficace : joindre la discussion du problème des essais nucléaires à celui du désarmement général « total ». Or, le désarmement général est lié à celui du contrôle. Si le contrôle sans désarmement est une absurdité, le désarmement sans contrôle est une duperie. Mais le chef soviétique n'admet pas le contrôle avant la réalisation du désarmement total. Il le dénonce comme de l'espionnage.

Cependant, personne ne commencera à désarmer sans être certain que son voisin (ou son adversaire éventuel) le fera aussi. Cette méfiance légitime ne peut être combattue que par un contrôle efficace fonctionnant simultanément avec les mesures de désarmement. En refusant cette simultanéité, N. Khrouchtchev rend irréalisable sa proposition de désarmement général.

D'autant plus que, pour le contrôle quel qu'il soit (même pour celui des essais nucléaires), le maître du Kremlin exige la constitution de la « Troïka » : trois membres représentant respectivement le bloc soviétique, le bloc atlantique et le groupe des États non-engagés (neutralistes), étant entendu que toutes les décisions devront être prises à l'unanimité.

Le principe de cette triple représentation me semble acceptable. Mais celui de l'unanimité ne l'est pas. Car unanimité veut dire : droit de veto. Et droit de veto, c'est l'impossibilité pour la Commission de contrôle de fonctionner.

Le désarmement progressif

Il reste cependant un espoir. N. Khrouchtchev n'a jamais répudié le Plan Rapacki.

Rapacki est ministre des Affaires Étrangères de la Pologne. Il n'aurait pas rendu public son plan de désengagement progressif de l'Europe centrale sans accord avec N. Khrouchtchev. Plusieurs autres suggestions ont été faites dans le même sens par les Travailleurs britanniques, par les socialistes allemands et par notre ami Pierre Mendès France. Il semble donc

que le problème du désarmement pourrait être retiré du frigidaire dans lequel N. Khrouchtchev l'enferme si les puissances occidentales sortent elles-mêmes de leur léthargie et proposent l'examen des plans du désarmement progressif par la création d'une zone désatombisée et démilitarisée des deux côtés de la ligne de démarcation, cette zone serait susceptible de s'étendre au fur et à mesure de l'installation d'un contrôle efficace dans les régions où le désarmement serait réalisé.

Le problème de l'Allemagne

N. Khrouchtchev demande que l'on reconnaisse enfin les frontières orientales de l'Allemagne sur la ligne Oder-Neisse.

Sa demande est justifiée. Il est absurde de se réfugier derrière des arguments juridiques pour éviter de se prononcer sur une frontière de fait dont le déplacement serait le signal de la III^e guerre mondiale. Mais cette question n'a rien à voir avec la façon dont N. Khrouchtchev veut régler le problème allemand et celui de Berlin.

Le chef soviétique propose qu'une Conférence des Quatre vainqueurs se réunisse en automne pour régler la question. Je ne crois pas que ce soit une bonne méthode. Si l'U.R.S.S. et les États-Unis n'ont pu s'entendre à deux, aucun accord ne pourra sortir d'une conférence à quatre. Ce sera une conférence publique que chacun utilisera uniquement pour sa propagande.

Mais je préfère encore une conférence dont les chances de réussir sont minimes au refus de toute négociation. Or Konrad Adenauer incite les Occidentaux à un refus qui ne peut qu'aggraver la situation internationale.

Ce refus se justifie d'autant moins qu'en ce qui concerne la division de l'Allemagne, il faut se rendre à l'évidence : la division est un fait. Et rien ne nous permet d'espérer que cette situation puisse se modifier dans les prochaines années. Il est donc absurde de vouloir ignorer l'existence de la « République Démocratique Allemande ». Elle est, certes, une création artificielle de l'U.R.S.S. Mais n'a-t-on pas admis, dès 1945, à l'O.N.U., les Républiques d'Ukraine et de Biélorussie qui n'ont cependant pas l'ombre d'une existence indépendante ?

Il me paraît donc nécessaire d'accepter cette conférence à Quatre sur l'Allemagne, si une négociation directe entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. ne peut s'engager auparavant sur l'ensemble des rapports Est-Ouest. Mais, acceptant cette Conférence à quatre, il ne faut pas se faire d'illusions. Le vrai problème de l'Allemagne ne peut être résolu que dans le cadre d'un accord sur le désarmement abordé par le biais du désarmement progressif contrôlé à réaliser, en Europe Centrale notamment, par étapes rapprochées dans le temps et dans des zones neutralisées de plus en plus étendues.

L'intransigeance des deux blocs

Car tous les différends qui subsistent entre l'Est et l'Ouest sont plus ou moins liés entre eux. Même les solutions partielles, — si l'on arrive à les trouver pour telles ou telles questions litigieuses —, ne pourraient être pleinement satisfaisantes et surtout durables.

Le bloc occidental s'oriente vers une politique que feu Foster Dulles n'eût pas désavouée. C'est au Chancelier Adenauer, soutenu par notre Général-Président que nous le devons.

Quant au bloc soviétique, il manifeste une impatience et une intransigeance qui rappellent fâcheusement la politique stalinienne exécutée par Molotov, N. Khrouchtchev éprouverait-il, à l'intérieur de son pays et au sein du bloc, une résistance telle qu'il se voit obligé de donner des satisfactions — du moins apparentes — aux Chinois, d'une part, et d'autre part, à ses « albanais » intérieurs ? La gravité de la crise agraire ne renforce-t-elle pas, contre le Chef du Gouvernement, le clan des « anti-parti » ?

En tout cas, il paraît peu probable que N. Khrouchtchev devienne plus conciliant, du moins avant le XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S.

Oreste ROSENFELD

Étudiants !

Partez en vacances avec
L'UNION des ETUDIANTS
JUIFS de FRANCE.

• A la mer, à Milano Marittima (en Italie sur l'Adriatique).

• A la montagne, dans l'Alpe d'Huez.

TEL. : SEG. 60-21.

Les travaux du C.P.N., 17-18 juin 1961

Un nouveau départ

LES 17 et 18 juin a eu lieu à Paris la session la plus importante et, sans doute, la plus encourageante qu'ait jamais tenue notre Comité Politique National.

Elle a donné l'image d'un parti qui, tout en s'engageant à fond dans les batailles sociales en cours, estime le moment venu de procéder à un examen lucide et approfondi de ses propres faiblesses.

La discussion de la résolution sur le mouvement paysan n'avait rien d'une discussion abstraite. Serge Mallet en attendait la conclusion pour prendre la route de Saint-Brieuc où, sous la présidence de Tanguy-Prigent et d'Antoine Mazier, devait se tenir une réunion de nos fédérations bretonnes.

Les mots d'ordre que nous arrêtons étaient destinés à être éprouvés dans les plus brefs délais. Ils s'efforçaient de donner des réponses précises aux grandes revendications paysannes du revenu annuel garanti et de la refonte des circuits de distribution.

Le débat ouvert par le rapport de Pierre Belleville sur la situation sociale et le travail dans les entreprises s'est déroulé sur un autre plan mais il n'en a pas moins été dominé par des préoccupations très concrètes. La présence aux côtés des membres du C.P.N. d'un certain nombre de militants appartenant aux différentes centrales permettait de reconstituer les différentes évolutions qui se dessinent à l'intérieur du syndicalisme français.

C'est cependant l'analyse de l'état actuel du parti, qui, dans la matinée et l'après-midi de dimanche, a conduit le Comité Politique à prendre les décisions plus importantes.

A la lumière du rapport introductif d'Edouard Depreux et de nombreuses interventions qui l'ont suivi, il est apparu qu'un écart beaucoup trop grand subsistait entre les objectifs fixés par le Congrès de Clichy et la politique pratique suivie par le parti et qu'il en résultait un sentiment d'inquiétude et de malaise dans l'ensemble des fédérations.

« Le parti, ont déclaré la plupart des camarades, est encore « sous-dirigé ». Ses liaisons avec le mouvement syndical et les organisations populaires sont insuffisantes. Il y a trop peu d'ouvriers dans ses organismes nationaux et départementaux. Les fédérations ne sont pas assez aidées. Trop de sections sont inadaptées aux formes de l'action politique moderne. Leur travail est souvent comparable à celui d'un parti socialiste d'il y a trente ou quarante ans. Enfin la stratégie du Front Socialiste, unanimement acceptée, fait, sur tel ou tel point, l'objet d'interprétations diverses et parfois divergentes. »

Les pronostics qui ont suivi ce diagnostic sévère n'ont pas été cependant des pronostics pessimistes. Bon nombre de nos faiblesses étaient sans doute inhérentes à cette période de « rassemblement » qui devait nécessairement marquer les premiers mois de notre existence. Elles pourront être surmontées, si nous nous engageons résolument dans une véritable politique de construction du parti.

C'est dans cet esprit que le C.P.N. a adopté le plan de redressement et de réorganisation que j'avais soumis quelques jours auparavant au bureau national.

Ce plan part de trois idées essentielles

I. - Approfondissement de la ligne du front socialiste

de manière à développer une action plus cohérente et plus ferme dans les différents secteurs et notamment dans le domaine de nos rapports avec le parti communiste et la C.G.T.

II. - Concentration de nos efforts sur deux points essentiels

a) Le resserrement des liens entre le parti et ses alliés les plus proches des syndicats et des mouvements de jeunesse;

b) la réorganisation du travail des

sections et des fédérations du parti, cette réorganisation étant menée sur une assez longue période et à partir d'un certain nombre d'expériences limitées en prises avec la participation des membres du bureau national et du C.P.N.

Elle visera essentiellement à développer parallèlement à l'organisation territoriale des groupes de travail spécialisés et à multiplier les « relais » entre le parti et les masses populaires.

III. - Initiatives et interventions du Bureau National auprès des fédérations

afin de les aider à surmonter leurs difficultés, à améliorer la composition sociale de leurs directions et à mieux appliquer la politique définie par le congrès.

Ainsi, tandis que le parti apporte son appui aux luttes ouvrières et paysannes et qu'il ouvre une campagne pour la reprise de la négociation franco-algérienne, un travail de mise en place va s'effectuer et se poursuivre jusqu'au mois de septembre de manière à permettre un nouveau départ.

Pour que ce nouveau départ s'effectue dans les meilleures conditions possibles, il importe qu'un grand nombre de militants puissent suivre les différents stages de formation organisés cet été sous la direction des camarades Poperen et Servet. Il faut aussi — comme Claude Bourdet l'a très justement rappelé — que l'ensemble du parti ne se laisse pas gagner par la torpeur de la période des vacances et que chacun de ses membres se tienne prêt à réagir sans perdre une minute dans le cas où le fascisme militaire mettrait à profit quelque « long dimanche » pour tenter un nouveau coup de force.

Gilles MARTINET

Résolution du C.P.N.

LE Comité Politique National du P.S.U. réuni les 17 et 18 juin 1961 a examiné la situation sociale à la lumière des dernières luttes revendicatives et des manifestations paysannes qui font l'objet particulier d'une déclaration du Parti. Il constate que malgré la poursuite de l'expansion économique, des inquiétudes subsistent quant à l'emploi dans la plupart des régions et dans de très nombreuses branches industrielles. Par ailleurs, le pouvoir d'achat des salariés ne profite pas ou peu de cette expansion et de nombreux besoins populaires restent insatisfaits.

Le Pouvoir Gaulliste se proposait, et nous proposait, de faire de l'année 1961 une « Année Sociale ». Il a refusé la discussion des revendications de l'ensemble des fonctionnaires et des agents des services publics. Il répondait à leur mouvement par des menaces de réquisition en envisageant de les priver arbitrairement du droit de grève. Il s'est arrogé le droit de fixer les marges d'augmentation tolérées dans le secteur privé, tentant par là d'empêcher au bénéfice des employeurs, toute négociation directe avec les syndicats. Il a ainsi donné la mesure de ce qu'il entendait par « Année Sociale » et démasqué ses objectifs réels. Il vise en fait — le Congrès de l'U.N.R. aussi bien que les propositions du contrat d'intérêt ou de plan sociaux proposés dans certaines entreprises l'ont confirmé — à réduire les syndicats au rôle de simples agents d'exécution de la politique patronale ou étatique.

La permanence des luttes revendicatives, l'attitude des Centrales Syndicales constituent de sérieux obstacles à ces projets. Il est apparu toutefois — notamment lors de la préparation de la grève des fonctionnaires prévue pour le 6 juin — que le développement de ces luttes se heurtait à plusieurs difficultés.

Il est bien évident qu'une fois de plus la division syndicale est l'une de ces difficultés majeures. Mais en ce domaine il ne saurait y avoir de progrès décisif tant que les Centrales Syndicales et Forces Politiques Populaires n'auront pas un minimum de stratégie commune.

Cette absence de stratégie commune est le plus souvent le fait de l'indifférence profonde des Partis Politiques qui veulent utiliser les syndicats dans le sens de leurs objectifs contradictoires. L'indépendance réelle du syndicalisme est la

condition première de l'unification syndicale à laquelle le P.S.U. est attaché — et en premier lieu de l'unité d'action.

Or, au cours des derniers mois, il est apparu clairement que la S.F.I.O. entendait se servir de certaines forces syndicales, non pour mettre en cause le régime qu'elle a contribué à instaurer, mais pour s'y assurer une place de choix. Par ailleurs, en proposant comme seule perspective, en dehors des luttes partielles et limitées, la restauration et la rénovation de la démocratie, le P.C.F. ne donne aucune réponse aux grands problèmes économiques que les travailleurs découvrent de plus en plus à partir de leur activité quotidienne.

FACE à cette situation, le P.S.U. estime que les revendications de salaire doivent dès maintenant déboucher sur une remise en cause des structures économiques et étatiques. Aux propositions technocratiques et autoritaires du Régime doivent être opposées des propositions de planification et de gestion démocratique qui, s'appuyant sur les revendications du pouvoir d'achat et d'amélioration des conditions de vie des travailleurs ouvrent la perspective de réformes fondamentales. Ces propositions constitueront ainsi les éléments d'une transition vers le Socialisme.

Des confrontations sont nécessaires à la mise en œuvre de ces propositions. Le P.S.U. prendra toutes les initiatives susceptibles de les favoriser. Ses sections, fédérations s'organiseront — comme cela a été prévu au Congrès — pour soutenir les travailleurs en lutte pour leur pouvoir d'achat et pour proposer à l'ensemble des forces démocratiques les revendications économiques locales ou nationales qui répondent aux besoins des classes populaires (notamment en ce qui concerne l'emploi) et qui mettent en cause le principe d'autorité patronale ou étatique sur lequel repose le Régime Capitaliste.

Une telle orientation politique coordonnant la lutte des travailleurs des villes et des campagnes permettra :

L'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES DANS UN VASTE FRONT SOCIALISTE POUR LE PROGRES SOCIAL ET ECONOMIQUE ET POUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE FRANÇAISE.

18 JUIN 1961

Voir en page 11
la résolution du C. P. N.
sur les problèmes paysans

La nouvelle brochure :

QU'EST-CE QUE LE P.S.U.

— 25 francs l'unité.

— 22 francs pour les commandes de plus de 50.

La demander 54, bd Garibaldi, Paris-XV. C.C.P. PARIS 5826-65.

Un instrument de travail

APRES « Marxisme et Pensée scientifique », de Laurent Schwartz, après « De l'émancipation nationale à la révolution socialiste en Afrique noire », de Th. Munzer, les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes publient le premier fascicule d'« Initiation aux Problèmes Économiques » de M. Rungis (1).

Avec la clarté que ses lecteurs lui connaissent, notre camarade expose en 35 courtes pages, les thèmes des deux premières conférences que lui-même et d'autres économistes ont évoqués devant les auditeurs du C.E.S. :

— L'économie politique, qu'est-ce que c'est ?

— Les budgets des familles et l'évolution du pouvoir d'achat.

Ici, pas de grandes théories, contestables ou difficiles à suivre, pas de longs préambules philosophiques, mais des faits relatés dans un style direct qui permettent aux militants et aux travailleurs qui ont peu de loisirs d'appréhender les problèmes économiques de base, de comprendre comment ceux-ci forment la trame de leur vie sociale et de s'appuyer, dans la lutte de chaque jour, sur une meilleure connaissance des fondements mêmes des luttes sociales.

Pas de démagogie dans ces quelques pages qui débouchent cependant sur une critique objective du capitalisme et sur une courte analyse des évolutions sociales et politiques qui se produisent devant nous.

Le Parti de type nouveau que nous construisons ne peut reposer que sur des militants toujours plus conscients des problèmes de l'heure qui, pour une bonne part, sont d'ordre économique. Cela demande un certain effort à chacun : aux spécialistes, de mettre leurs connaissances au service de tous et, à tous, de s'enrichir sur les questions qu'ils connaissent le moins.

M. Rungis, dans ce cahier, permet à ceux que l'« économie » a toujours rebutés de s'instruire facilement et à ceux dont les connaissances sont plus complètes en cette matière de réfléchir plus avant en étant guidés mais sans perdre leur liberté de pensée.

G. DUCAROY

(1) Centre d'Etudes Socialistes. N° 3-4 : 2,40 NF.

C.C.P. Paris 16.437-13, Marcelle Bérard, 17, rue de Chaligny, Paris-XII.

La S.F.I.O. recrute où elle peut mais perd ses bons militants

Tribune Socialiste relatait récemment le cas du Docteur Causse, expulsé du Maroc pour activisme ultra, et intégré à part entière par la S.F.I.O. de l'Ariège. Il ne s'agit pas d'un fait isolé, car dans l'Indre, vient de se produire un autre fait significatif :

Le sieur de Brousse de Montpeyroux, arrêté quelques semaines avant le putsch Challe dans un prétendu « maquis Algérie-Française », était très lié aux dirigeants de la Fédération S.F.I.O. de l'Indre, et plus particulièrement à son leader à l'éclipse, Léon Boutbien, bien connu par ses attitudes ahurissantes aux côtés des réactionnaires socialistes Lacoste et Lejeune.

La présence de cet activiste ultra à un Congrès S.F.I.O. provoqua un incident. Un camarade, vieux militant fondateur du Parti dans le département, demanda des explications à Boutbien, qui présidait. Ce dernier répondit — sans gêne — qu'il s'agissait d'un ami invité à titre personnel. Le personnage en question — de Brousse de Montpeyroux — ayant une réputation de colonialiste bien établie (ce qui n'était pas pour déplaire à Boutbien) profitait de son poste de maire et conseiller général de Saint-Benoît pour diffuser largement la propagande ultra...

Le camarade socialiste, indigné, quitta ostensiblement la salle du Congrès... et démissionna de la S.F.I.O.

Un ultra de gagné pour la S.F.I.O. de l'Indre, un pionnier du socialisme de perdu.

Beau résultat, en vérité.

A Sotteville-lès-Rouen :

UN FRANÇAIS ET UN ALGÉRIEN AVEC LES "MARCHEURS DE LA PAIX"



Les marcheurs de la Paix, auxquels viennent de se joindre Abadia et Braham

L'article qui suit est le compte rendu d'une discussion organisée par des camarades de Seine-Maritime avec deux « marcheurs de la paix ». Il va de soi que cette publication, si elle nous a paru de nature à intéresser nos lecteurs, ne signifie nullement que nous reprenions à notre compte les idées exprimées par certains des interlocuteurs, notamment sur l'efficacité de la tactique de « non-violence ».

UN Français d'origine israélite, Georges Abadia, âgé de 34 ans, et un Algérien Mohamed Braham, âgé de 24 ans, ont pris le relais des « marcheurs de la paix » refoulés au Havre, mardi 13 juin.

Nous avons relaté, la semaine dernière, comment 24 hommes et femmes de nationalités diverses, qui ont décidé de se rendre à pied de San-Francisco à Moscou pour demander le désarmement atomique généralisé, se sont vu signifier par la police havraise l'interdiction de débarquer sur le territoire français. L'un d'eux, trompant la surveillance de ses gardiens a réussi à gagner la terre à la nage et tente à présent d'obtenir une audience du Général de Gaulle.

La marche de la paix ne devait pas être interrompue pour autant... Georges Abadia et Mohamed Braham se sont portés volontaires pour la continuer. Partis du Havre, le mercredi 14 juin ils ont connu pendant leurs premiers jours de route des fortunes diverses : à Bolbec, les gendarmes les ont fait monter dans le panier à salade pour vérifier leur identité à la brigade locale et à Yvetot, le maire, M. Bobet les a invités à dîner.

Vendredi 16 juin, la municipalité P.S.U. de Sotteville-lès-Rouen les recevait officiellement. Le maire, notre camarade Roland Tafforeau organisait ensuite une « Table Ronde » à laquelle participaient, outre Georges Abadia et Mohamed Braham, Lucien Grière, ingénieur agronome, et Yves-Marie Choupaud, journaliste, secrétaire fédéral adjoint du P.S.U.. Voici l'essentiel des débats qui furent marqués notamment par une intéressante controverse sur le problème de la non-violence face à la guerre d'Algérie.

Mobilisés pour la Paix

Yves Marie CHOUPAUD : Georges Abadia, tu es chef comptable. Mohamed Braham, tu es maçon. Pour participer à la route de la paix, vous avez dû, l'un et l'autre, abandonner vos métiers et ne plus vivre que de la solidarité des gens que vous rencontrez en chemin. C'est une aventure que peu d'entre nous accepteraient.

Georges ABADIA : Nous nous con-

sidérons comme mobilisés. Quand des citoyens partent pour la guerre ils abandonnent leur famille et leur situation. Une action pour la paix mérite bien les mêmes sacrifices.

Lucien GRIERE : Il est bon de rappeler, à ce sujet, qu'une armée internationale de la paix va se constituer en décembre prochain. Les pays de l'Est, qui jusqu'à présent observaient une prudente réserve à l'égard des mouvements de non violence, semblent eux-mêmes s'y montrer favorables. L'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg a écrit pour annoncer son engagement dans cette armée.

Les gendarmes dérouterés

Yves-Marie CHOUPAUD : Georges Abadia et Mohamed Braham, puisque vous voilà mobilisés, pouvez-vous nous dire si, depuis le début de votre marche, vous avez déjà remporté quelques victoires. En clair, du Havre à Sotteville-lès-Rouen, avez-vous eu l'impression de rassembler sur votre chemin, non seulement des convaincus de la Non-Violence, mais encore des personnes qui, avant de vous rencontrer, n'avaient pas d'opinion sur la question.

Georges ABADIA : Voici un fait qui a eu pour cadre Yvetot. Nous avons passé toute la soirée chez le maire, M. Bobet, qui est un libéral mais nous a avoué ne s'être jamais interrogé, avant notre passage, sur l'utilité de notre action. Il avait réuni chez lui, pour discuter avec nous, des personnalités locales de toutes opinions. Y compris le Directeur de l'hébergement régional de tendance plutôt modérée.

MOHAMED BRAHAM : Les plus impressionnés par notre marche ont été, je crois bien, les gendarmes et les policiers. Généralement, quand ils interviennent pour interdire quelque chose, ils sont habitués à rencontrer une résistance. Nous nous refusons à toute violence. Nous nous contentons de ne pas obéir. A Bolbec, nous nous sommes laissés porter dans le panier à salade. Quand nous avons été débarqués, les gendarmes se sont excusés et nous ont demandé s'ils ne nous avaient pas fait de mal.

Georges ABADIA : Les représentants de l'ordre ont été formés pour s'opposer à la résistance physique. Notre résistance morale les déroute. Rien, dans le règlement, ne leur dit ce qu'ils doivent faire dans ce cas.

Il est important de souligner que le Pouvoir est lui-même déroute. Et les hommes chargés d'exécuter ses ordres s'en rendent parfaitement compte. En arrivant à Rouen, un policier nous a enlevé nos pancartes. Il a ajouté : Vos tracts, vous pouvez les distribuer. Ils disent la même chose que les pancartes, ça n'a aucune importance, les

tracts, eux, ne sont pas considérés comme factieux. Ne me demandez pas pourquoi. Ce sont les ordres, il n'y a pas à chercher de logique là-dedans.

Y. M. CHOUPAUD : Je crois que votre action peut être en France très efficace, mais pensez-vous qu'elle puisse l'être n'importe où ? Pensez-vous que l'Algérie aurait pu se libérer par une action non violente ?

Georges ABADIA : Oui.

MOHAMED BRAHAM : Non.

Yves-Marie CHOUPAUD : Je vais poser une question délicate à Lucien Grière. Lucien, tu es aujourd'hui un adepte de la Non-Violence. Mais sous l'occupation, quand il s'est agi de libérer la France de la botte nazie, tu as rejoint les rangs des F.T.P.

Lucien GRIERE : Ta question me gêne pas du tout. Je vais probablement t'apprendre qu'à l'époque où nous nous trouvions dans la clandestinité, il a existé en Norvège un mouvement non-violent de désobéissance aux autorités nazies qui avait pour promoteurs des professeurs. Quisling lui-même leur a rendu un bel hommage en leur déclarant : « Vous, les professeurs, vous avez détruit tout ce que je préparais ». Le 16 septembre 1942, le président Roosevelt, qui avait été mis au courant de cette affaire, déclara : « Si quelqu'un a des doutes sur la volonté des démocrates de gagner la guerre, qu'il jette un coup d'œil sur la Norvège. La Norvège, conquise et indomptable. Le peuple norvégien a silencieusement résisté à la volonté de l'envahisseur avec une farouche persévérance. »

Yves-Marie CHOUPAUD : Si la résistance contre les nazis était à refaire, Lucien, choisirais-tu la non-violence.

Lucien GRIERE : J'essaierais. Mais de toute façon il faudrait résister.

Yves-Marie CHOUPAUD : Mais revenons à l'Algérie. Mohamed Braham a très bien souligné, tout à l'heure, la déroute des gendarmes devant des hommes qui leur désobéissaient sans leur résister physiquement. Encore faut-il que le gendarme ou le policier soit décidé à traiter, à considérer comme un homme la personne qu'il a en face de lui. Je crois qu'en Algérie, ce n'était pas le cas... Maltraiter un Arabe ce n'était pas, pour beaucoup, maltraiter un homme.

MOHAMED BRAHAM : Tout à fait d'accord.

Lucien GRIERE : Pour qu'une action non violente ait été possible pour le peuple algérien, il aurait fallu que bien avant 1954 la gauche française prenne elle-même l'initiative d'actes de désobéissance civile pour protester contre les injustices commises de l'autre côté de la Méditerranée. Malheureusement les grandes manifestations de non-violence n'ont débuté en France que vers la fin de 1959. La guerre d'Algérie et son engrenage de violence duraient depuis cinq ans.

Soyons réalistes, la technique de la non-violence n'a pas encore été suffisamment essayée pour réussir partout. Elle n'en est qu'à ses débuts et tous les débuts sont modestes. Cependant, quand elle a pu être employée à temps, elle a déjà donné des résultats appréciables. Un exemple, l'expérience des Noirs américains de Montgomery qui débuta en 1955. Grâce à l'existence de leaders convaincus, à la fois de la nécessité d'agir et de la possibilité d'employer les méthodes de la désobéissance civile, grâce aussi à l'adhésion d'une grosse partie de la communauté noire de cette ville, un boycott des autobus de plus d'une année a mis fin à la ségrégation raciale dans les transports en commun. Et pourtant, comme en Algérie, il y avait aussi des ultras qui n'hésitaient à employer ni la violence ni le plastic et des autorités locales complices des ultras. Des blancs peu nombreux mais décidés participèrent à côté des noirs à cette campagne.

Yves-Marie CHOUPAUD : En résumé, la non-violence est riche en possibilités, mais pour que sa technique s'étende dans le monde entier, il faudra d'abord beaucoup d'actions limitées comme cette « marche de la paix » qui cause tant de soucis à notre ministre de l'Intérieur...

Refus de la guerre d'Algérie :

18 mois de prison

Le 15 juin dernier, le Tribunal Militaire de Metz a condamné à 18 mois de prison notre camarade Paul Grosz, ouvrier électricien, pour refus de service militaire. Pourquoi ? Parce qu'il a réclamé le droit de passer les mois de service militaire au Service Civil International, en Algérie, pour un service même pénible et dangereux.

Un certain nombre d'amis étaient venus témoigner chaleureusement en sa faveur, notamment des syndicalistes, anciens d'Algérie, responsables de jeunes, membres du P.S.U. et du Service Civil International, ainsi que le Maire de Thann (localité où habite Grosz), et le chef du personnel de l'usine où il travaille.

Alors que le Commissaire du Gouvernement avait ramené le problème de Grosz aux dimensions d'une infraction au code de la route, son avocat et les témoins, au contraire, se sont attachés à situer l'affaire sur son vrai plan en faisant ressortir les aspects humains du problème et la haute portée morale du choix de l'accusé.

L'audience a été suivie d'une manifestation silencieuse dans le centre de la ville. Des manifestations analogues ont eu lieu le vendredi 16 à Mulhouse et le samedi à Thann.

A Montreuil :

Meeting pour la libération des détenus politiques

VENDREDI soir, à la sortie des usines, s'est tenu à Montreuil un meeting pour la libération de Simon Blumenthal et des détenus politiques.

Préparé par un comité local, cette réunion a rassemblé plus de cent personnes venues écouter divers orateurs représentant un très large éventail de l'opinion : Dechezelles (P.S.U.), Gérard Spitzer (Voie Communiste), Houdeville (C.F.T.C.), Marquis (S.N.E.S.-F.E.N.), Vidal-Naquet (Vérité-Liberté), Jean-Paul Sartre, l'Union locale Force-Ouvrière, et la Ligue des Droits de l'Homme, avaient envoyé des messages de solidarité.

Les orateurs mirent l'accent sur l'impérieux devoir qui s'impose à tous les démocrates de lutter pour la libération des emprisonnés qui sont à l'avant-garde de la lutte pour la négociation et contre le fascisme. Ils mirent en lumière les scandaleuses complicités dont bénéficient les hommes d'Alger, alors que les forces d'opposition au régime présidentiel sont en butte à une répression de plus en plus impitoyable.

Une absence fut très remarquée : celle du P.C. et de la C.G.T. Il est vrai que Simon Blumenthal, ancien secrétaire du P.C. montreuillois avait été « exclu » du parti pour avoir condamné les pouvoirs spéciaux à Mollat-Lacoste. C'est sans doute, pour les stalinien locaux, une raison suffisante pour justifier son maintien en prison !

Les parias

Les Objecteurs de conscience

Comme nous l'avions annoncé la semaine dernière, le mouvement « Secours aux Objecteurs de Conscience » organisait pour le 24 juin un Meeting au Cirque d'Hiver en vue d'arracher à la geôle les 75 objecteurs de conscience et d'obtenir enfin le statut depuis longtemps promis.

Ce meeting n'aura pas lieu. Il est des choses qu'il n'est pas permis de dire et de faire en régime gaulliste. L'armée, l'esprit militaire, constituent l'un des principes de base de ce régime ; ils s'apparentent à la notion gaulliste de grandeur nationale. Peu importe que l'armée française, par ses structures et son esprit, apparaisse anachronique aujourd'hui. Peu importe surtout que cette armée soit aujourd'hui devenue un instrument puissant au service de la dégradation humaine, de la lutte des activistes contre la démocratie, de la réaction contre le peuple.

Peu importe... le drame des consciences individuelles ne doit pas entamer les vieux principes. On ne touche pas aux organes vitaux de la grandeur gaulliste : le meeting a été interdit.

Devant cet étouffement progressif de la démocratie, le mouvement « Secours aux Objecteurs de Conscience » ne baisse pas la tête. Il tient à faire savoir que, sous tout autre forme, son action se poursuivra aussi longtemps que satisfaction ne sera pas accordée aux objecteurs et à leurs défenseurs.

Le fascisme en liberté

L y a des moments où le silence est compliqué. Il y a des moments où l'inaction est crime. Depuis longtemps nous avertissons le Pouvoir sur les menées activistes dont l'action politique trouve son expression la plus accomplie dans de lâches attentats faisant d'innocentes victimes. Sans cesse nous avons alerté l'opinion sur les activités criminelles de ces bandes d'aventuriers. Et pourtant les agressions se font

L'attentat dirigé contre les locaux de l'hebdomadaire **Afrique Action** a fait plusieurs victimes. Certaines ont été gravement atteintes. Parmi elles : notre camarade Myriam Worms qui a perdu un œil et dont l'état est encore jugé inquiétant.

Nous tenons à dire notre douloureuse émotion et à adresser à notre camarade, ainsi qu'à son mari Jean-Pierre Worms, militant de la 5^e section, l'expression de notre sympathie.

de plus en plus nombreuses et meurtrières.

Pendant que le régime interrompt les pourparlers d'Evian, renforçant ainsi la droite, tandis qu'il emprisonne les paysans justement soulevés, perquisitionne et arrête les militants pacifistes et interdit les réunions des démocrates, pendant ce temps-là, le fascisme agit en pleine liberté et progresse lentement dans son travail de destruction et de terreur.

Il n'est pas de menaces, il n'est pas de chantage qui puissent arrêter les démocrates dans leur lutte pour la liberté et la paix. Et, s'il n'est pas de pouvoir légal pour le réduire, que le fascisme sache qu'il trouvera sur sa route les forces populaires. Ceux qui jouent sur une prétendue apathie de la population pour préparer leur mauvais coup méconnaissent les enseignements de l'Histoire.

Notre camarade Michel DUTHU, qui fut le candidat P.S.U. aux élections cantonales de Pau, a été l'objet d'un attentat dans la nuit du 13 au 14 juin. Sa voiture a été sortie de son garage, puis incendiée par des individus qui ont inscrit sur les lieux le sigle maintenant connu « O.A.S. », ainsi que la croix celtique et les initiales de « Jeune Nation ».

La section de Pau a pris toutes dispositions pour faire largement connaître les faits et appeler à l'union et à l'action toutes les organisations syndicales et démocratiques.

SOLIDARITÉ

L'APPROCHE des vacances ne doit pas ralentir l'effort entrepris par tout le Parti pour apporter une aide solidaire aux victimes de la répression, à tous les emprisonnés pour leur combat pour l'Algérie indépendante.

Dans les mois qui vont suivre, la Commission nationale de Solidarité aura à faire face à des dépenses importantes résultant des engagements pris.

Toutes les sections qui n'ont pas encore apporté leur contribution, doivent le faire sans tarder. Celles qui ont déjà répondu à l'appel lancé par le Congrès national doivent rechercher les moyens d'effectuer de nouveaux versements. Elles doivent associer à cette campagne de solidarité, non seulement tous les membres du P.S.U., mais également tous les sympathisants, tous ceux qui suivent notre action.

LA SOLIDARITE EST AUSSI UNE ACTION POLITIQUE.

Tous les versements doivent être adressés à :

Louis HOUEVILLE, 47, rue Hoche, Montreuil-sous-bois.

C.C.P. PARIS 15 536 77

Que veut le Gouvernement ?

L e « délai de réflexion » proposé par la délégation française à Evian excéderait-il les dix ou quinze jours dont avait tout d'abord parlé M. Joxe ?

Une semaine déjà s'est écoulée. Tout fait redouter que l'on passe vite de la suspension des travaux à l'ajournement « sine die » de la négociation.

Que fait le Gouvernement français ? Avant même que les pourparlers ne soient interrompus, il avait ressuscité les commissions d'élus chargées de « faire le reste ». On les avait pourtant laissées en sommeil pendant quelques mois. Leurs membres mêmes ont été surpris d'être rappelés à « l'activité ». M. Joxe se rend en Algérie et consulte les représentants des « autres tendances ». Bref on reparle avec insistance de la mise en place « d'institutions provisoires » en Algérie.

Le Gouvernement se contentera-t-il de faire courir ces bruits pour manœuvrer ? S'engagera-t-il dans la voie de la réalisation ?

Tout se passe comme si la négociation n'avait été ouverte que dans le dessein arrêté d'avance de démontrer qu'elle ne pouvait aboutir « à cause de l'intransigeance du G.P.R.A. » et de revenir alors aux projets qui furent le prétexte du référendum du 8 janvier. Que pourraient objecter au général de Gaulle ceux qui ont cru pouvoir voter oui « pour faciliter la négociation avec le G.P.R.A. » ? Le texte qui était soumis au corps électoral ne faisait aucune mention de cette négociation. Voilà ce qu'il en coûte de se déterminer sur les intentions supposées du Président de la République, en oubliant les propos qu'il tient réellement et les méthodes constamment appliquées par lui.

On voit mal ce que le Gouvernement français espère de ce retour en arrière :

— Reprendre en main une partie

communiqué Bourguiba-Modibo Keita sont déjà déçus.

A peine le chef du gouvernement du Mali était-il de retour à Bamako, il était précisé dans un texte officiel qu'il y avait identité de vues entre Ferhat Abbas et Modibo Keita.

Quant à l'attitude de la Tunisie, un article d'Afrique Action rarement cité dans la presse française, la définit sans équivoque :

« C'est à l'intérieur de la lutte décolonisatrice que la Tunisie fait connaître les nuances qui la séparent parfois du F.L.N., à l'intérieur seulement. C'est dire qu'il n'y a pas place pour les manœuvres de l'extérieur. ... Il n'est pas un Tunisien pour penser que telle rectification de frontière — aussi évidente qu'elle soit — puisse être présentée de manière à embarrasser le F.L.N., à l'heure même où, pour négocier, il a besoin de tous ses atouts et de tous ses amis. »

— Le gouvernement français croit-il encore, en gagnant du temps, user en Algérie et en France la résistance des adversaires de la négociation ? C'est, une fois de plus, l'inverse qui se produit. La confusion est à son comble en Algérie. Pendant que les Musulmans manifestent, les poseurs de plastic continuent. A eux, s'ajoutent maintenant, paraît-il, les contre-contre-terroristes. Admirables résultats d'une politique d'unité nationale !

En attendant, il se confirme que les officiers, sous-officiers, hommes de troupe qui ont aidé en avril à faire échouer la tentative Challe, sont mutés et isolés. Les cadres professionnels de l'armée sont animés de l'état d'esprit exprimé par plusieurs d'entre eux à l'occasion des récents procès : ils n'ont pas marché parce que l'affaire leur paraissait mal préparée, mais Challe, Zeller, Salan et Jouhaud avaient leur sympathie. Que feront-ils si, demain, une nouvelle tentative leur paraît avoir plus de chances de succès ?

En France même, les ultras se manifestent. Ils continuent à commettre des attentats. Ils essaient d'exploiter le mouvement des paysans bretons.

Croit-on que ce soit par hasard que M. Robert Lacoste qui ne s'était guère fait entendre depuis trois ans, a saisi l'occasion de sa réélection à la présidence du Conseil général de la Dordogne pour parler à nouveau de l'Algérie ?

Bref, il apparaît une fois de plus que la prolongation de la guerre d'Algérie corrompt tout, disloque tout, multiplie les confusions, augmente sans cesse les dangers d'explosion violente.

Notre parti a eu raison de ne jamais céder à l'euphorie créée à grand renfort de propagande. Il faut à nouveau multiplier les initiatives de rassemblement et d'action pour la paix en Algérie.

Il faut dénoncer les attermoissements de de Gaulle. Rappeler qu'un an s'est déjà écoulé depuis Melun, trois ans depuis l'instauration de la V^e République et que cependant la situation n'a cessé d'empirer.

Il faut exiger une explication nette de la position française en dénonçant la contradiction que souligne le dernier communiqué du Bureau National du P.S.U.

Il faut rappeler que la vigilance, et par conséquent l'union des organisations politiques et syndicales, sont

toujours aussi nécessaires, non pas seulement pour lutter contre la prolongation de la guerre, mais aussi pour faire échec, en France même, à toute nouvelle menace de coup de force.

Pierre LUQUET

Communiqué du P.S.U.

L e Bureau National du P.S.U. déplore que la délégation française ait pris l'initiative d'interrompre les travaux de la Conférence d'Evian.

Il exprime son inquiétude devant le fait qu'aucune date n'a été fixée pour la reprise des négociations. Un ajournement illimité anéantirait pour longtemps tout espoir de paix et risquerait de détruire toute possibilité de coopération entre les peuples de France et d'Algérie.

La prolongation de l'incertitude sur l'issue de la négociation et le risque de poursuite du conflit a déjà provoqué en Algérie, malgré la décision unilatérale de trêve, de graves tensions qui contiennent les germes de nouvelles crises violentes.

Le Bureau National du P.S.U. relève la contradiction de la thèse soutenue par le chef de la délégation française. On ne saurait à la fois contester le caractère représentatif du G.P.R.A. et reprocher à celui-ci de ne pas prendre d'engagement au nom du peuple algérien sur les garanties offertes à la minorité d'origine européenne. Si une telle position était maintenue, la négociation ne pourrait alors avoir d'autre objet que de déterminer les conditions du droit à l'autodétermination.

Le Bureau National du P.S.U. estime que toute menace de partage et toute exigence d'amputation du territoire algérien compromettent gravement les chances d'accord.

Il considère qu'il est illusoire et dangereux de fonder l'espoir d'un règlement du problème algérien sur l'existence d'une troisième force, alors que les événements des derniers mois ont prouvé l'unité du nationalisme algérien.

Le Bureau National du P.S.U. met une nouvelle fois l'opinion en garde contre les méthodes d'attermoisement du pouvoir gaulliste qui, espérant vaincre les résistances par la lassitude et les divisions, n'a obtenu d'autre résultat que la prolongation de la guerre.

15 Juin 1961.

Quelques questions

Est-il exact qu'un des commissaires de la D.S.T., dont les initiales sont citées dans « La Gangrène », soit promu commissaire principal ?

Est-il vrai qu'un inspecteur, également cité pour des exploits du même ordre, serait nommé Chevalier de la Légion d'Honneur ?

Après tout, le lieutenant Charbonnier est bien devenu capitaine ! Pour services exceptionnels...

de l'opinion musulmane en Algérie ? Mais voilà que recommencent des manifestations analogues à celles de décembre 1960. Sont-elles téléguisées ? Alors décidément le F.L.N. encadre bien les masses. Sont-elles spontanées ? Alors c'est que la solidarité des populations avec le G.P.R.A. est plus profonde encore qu'on ne l'imaginait. — Diviser le G.P.R.A. et les autres gouvernements africains à propos du Sahara ? Les espoirs qu'avait fait naître le

Le billet de Jean Binot

LES RAISINS VERTS

A la Saint-Jean d'été les groseilles sont mûres... Ainsi nous prévient Chénier le poète, et ce vers que Valéry mettait au nombre des plus beaux peut inspirer notre méditation de la Saint-Jean 61, cernée de tant de feux sinistres.

Aussi bien le régime que subit la France, l'un des plus humiliants de sa longue histoire — où le peuple est abaissé, le citoyen déchu, où l'argousin toise le professeur, où l'étrangleur reçoit de l'avancement — ce régime a-t-il commencé à produire d'âpres fruits ?

D'abord la guerre qui s'éternise, qu'il devait sitôt et si heureusement conclure — cependant que Joxe court là-bas pour découvrir les Quisling du futur Exécutif algérien ; car c'est cela le plan de Gaulle : du vent, après du vent.

Le paysan qui gronde, et le cheminot. En vérité quel travailleur assisterait passif ou consentant à la dégradation de son sort ? Il faut être président-directeur-général, ou député, en un mot il faut être nanti pour bien s'accommoder du tort fait à tant d'autres ? Et la suffisance d'un Debré, la cervelle d'oiseau d'un Frey ou d'un Triboulet tiennent lieu de gouvernement... Ce qui permet à M. Simonet de déclarer à ses ouailles qu'il faut changer les hommes.

Et le monarque aigri, lorsqu'il descend les degrés de la Crypte, au soir du 18 juin, médite-t-il la parole de l'Ecriture où il est dit que les parents ont croqué les raisins verts, et que les enfants en ont eu les dents agacées ?

Vient de paraître : LA NOUVELLE REVUE MARXISTE

- Au sommaire de ce premier numéro :
- Après la mutinerie des généraux, par O. ROSENFELD.
- La V^e République et le pouvoir militaire par P. NAVILLE.
- Pour un programme d'action contre la caste militaire, par M. FAVRE-BLEIBTREU.
- Militarisme et anti-militarisme dans la Société occidentale moderne par J.-M. VINCENT.
- Critique de la critique non critique (à propos du dernier livre de J.-P. Sartre), par H. LEFEBVRE.
- Les formes de la propriété et la gestion de l'économie, par N. PACHITCH.
- Prix au numéro 3 NF.
- Abonnement (1 an) .. 10 NF.
- Abonnement de soutien 50 NF.
- 6, rue Thouin, Paris (5^e) - C.C. P. 5617-88 Paris.
- Directeurs responsables : M. FAVRE-BLEIBTREU, P. NAVILLE, O. ROSENFELD.

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

.....

A adresser : P.S.U., 8, rue Henner, Paris (9^e).

Juin 1936 : l'apprent



(Keystone)

14 juillet 1936. Le premier gouvernement véritablement populaire. (M. Cachin, J. Duclos, L. Blum, Marceau Pivert, E. Daladier, M. Thorez et Roger Salengro).

Il y a vingt-cinq ans, la France connaissait une vague de grèves d'une ampleur inconnue jusqu'alors : plus de deux millions de grévistes, occupant les usines, les chantiers et les bureaux infligeaient au patronat français la plus grande peur de son histoire et obligeaient ses délégués, réunis avec les représentants des syndicats et du gouvernement à l'Hôtel Matignon, à signer, dans la nuit du 7 au 8 juin, des accords qui représentaient pour eux une véritable capitulation.

La tentative fasciste du 6 février 1934 avait provoqué la riposte du 12, puis amené une série de réactions en chaîne entraînant la gauche à refaire son unité. Le 16 juillet de la même année, un pacte d'unité d'action est signé entre le P.C. et la S.F.I.O. Un an plus tard, le 14 juillet 1935, à l'initiative du Comité Amsterdam-Pleyel, un demi-million de Parisiens participent à un défilé dans la capitale. Le comité d'organisation se transforme en comité de Rassemblement populaire. Un programme de gouvernement est adopté, concrétisé par le slogan « Pour le pain, la paix et la liberté ». Mars 1936 voit la réunification syndicale au congrès de Toulouse. Celle-ci porte immédiatement ses fruits : de mars à mai, 250.000 travailleurs rejoignent la C.G.T. unifiée.

Enfin, le 26 avril, au premier tour des élections législatives, les partis ouvriers groupent trois millions et demi de voix ; le second tour amène 146 socialistes et 72 communistes à la Chambre (contre 97 et 16 précédemment). C'est la victoire du Front populaire.

Juin 36 marque le point culminant de ce moment de notre histoire ouvrière. C'est cette période que décrit Lucien Rioux dans la brochure : « Où en est le syndicalisme ? » (1).

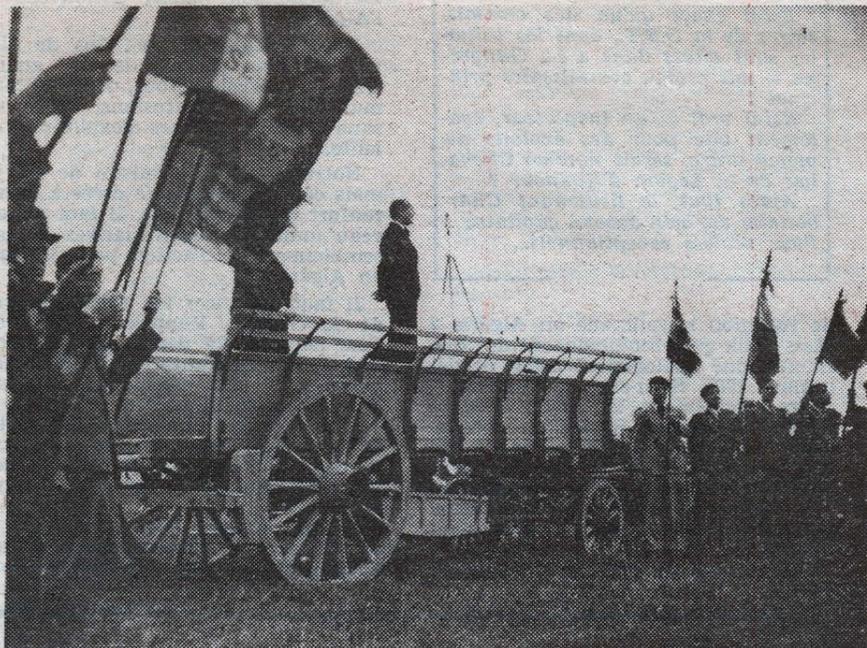
En voici d'importants extraits.

DANS la mythologie du mouvement ouvrier français, juin 1936 occupe une place privilégiée. Bien que les événements qui se déroulèrent alors soient assez récents, ils apparaissent aujourd'hui entourés d'un halo de légende. Pourtant, dans les ateliers et les usines, de nombreux ouvriers pas si vieux que ça, se rappellent cette période. Mais leurs souvenirs se sont estompés, modifiés, et dans la tradition orale qu'ils transmettent aux jeunes, les faits disparaissent ; il reste le rappel d'une atmosphère unique, idéale... De fait la période qui va de février 1934 à novembre 1938 est sans doute la plus riche qu'ait connue notre classe ouvrière.

Mais sur l'interprétation à donner à ces « heures de gloire », sur les leçons à tirer de cette exceptionnelle expérience, les divergences sont multiples. Certains insistent sur l'unité retrouvée ; d'autres exaltent le premier gouvernement véritablement

populaire ; on évoque les grandes lois sociales, la semaine de quarante heures ou les congés payés ; on rappelle la grande peur du patronat devant ses usines occupées ; on rêve des énormes manifestations du peuple ouvrier ou on regrette l'avortement d'une révolution sociale possible. Or, 1936, c'est tout cela à la fois, et c'est aussi l'ouverture du travailleur à la joie, à l'espoir, au bonheur. On croit « Aux lendemains qui chantent », on chante « Au devant de la vie », on apprend la liberté, la nature, la grand-route. Les jeunes, sac au dos, partent pour les auberges de jeunesse ; le vieil ouvrier pleure en voyant la mer pour la première fois de sa morne existence. L'usine ennemie, qui broyait les individus, qui abrutissait, devient d'un coup le rendez-vous de la fraternité.

Pas d'explosions de colère, ou très rarement. Les ouvriers qui ont subi



(Keystone)

Le colonel-comte de La Roque, chef des « Croix de feu ». 1935 : à l'arrogance succédera bientôt le désarroi.

le chômage, la surexploitation des années de crise, les fonctionnaires qui ont vu leurs traitements réduits, n'aspirent pas à la vengeance. Non ! on se libère dans une immense joie. « Mais l'heure a sonné, et le peuple vainqueur, s'étire, respire, prospère... » dit une chanson révolutionnaire.

Eduard Dolléans compare juin 1936 à février 1848 : même élan fraternel, même bonheur collectif, même joie, même espoir. Mais la répression de juin clôture dans le sang les espérances de février. Le grand bonheur de 1936 sera, lui aussi, étouffé...

Une vague de grèves sans précédent

... Le 11 mai 1936, éclate, aux Etablissements Bréguet du Havre, une grève d'un nouveau genre : à la suite du débrayage du 1er mai deux militants

sont licenciés. Après des démarches infructueuses l'ordre de grève est donné pour le 11 mai. L'arrêt de travail est unanime et le soir, les 600 grévistes couchent dans l'usine. Dès le lendemain, un arbitrage du maire est accepté par les deux parties. Il donne entièrement satisfaction aux ouvriers. Même scénario le 13 mai aux usines Latécoère de Toulouse.

Ces deux mouvements sont défensifs ; celui qui éclate le 14 mai aux usines Bloch de Courbevoie, est offensif. Là encore, les ouvriers occupent les ateliers. Remarquons que ces trois mouvements ne sont pratiquement pas popularisés. Il faut attendre le 24 pour que l'Humanité fasse le rapprochement.

Puis, d'un coup, le 26 mai, le mouvement se généralise dans la région parisienne : Nieuport, Lavalette, Hofchkiss..., le 27, c'est au tour de Farman, le 28, Renault entre dans la lutte ; le 29, des dizaines d'usines métallurgiques sont occupées ; le mouvement gagne le bâtiment.

Partout se retrouvent les mêmes caractéristiques : les entreprises sont occupées ; les grévistes assurent tous les services, sécurité, ravitaillement, entretien des machines, garde des locaux, etc... Le comité de grève dirige effectivement l'usine. La population apporte son appui aux grévistes.

La bourgeoisie s'inquiète devant la forme révolutionnaire du mouvement : « La propriété est mise en cause par les occupations ». Par contre les organisations ouvrières cherchent à le représenter comme uniquement revendicatif : il aurait suffi, affirme l'Humanité « d'une meilleure compréhension de ce qui se passait dans les entreprises pour résoudre cette question sans contraindre les ouvriers à arrêter le travail ». Le patronat est partagé entre deux craintes. Il craint les répercussions qu'une utilisation de la force pour faire évacuer les usines ne manquerait pas d'avoir ; mais il refuse, ne voulant pas « légaliser » les occupations, de discuter avant évacuation.

Après une première tentative de conciliation, quelques entreprises reprennent le travail ; l'action paraît s'estomper quand le 2 juin, on assiste à une brusque reprise touchant à

riat. Toutes les précautions rassurantes qu'il a prises, l'entrée des Radicaux au gouvernement, le marchandage des ministères dans la plus pure tradition de la III^e République, s'avèrent inutiles.

Le Parti communiste se sent tout aussi gêné ; depuis des mois, il cherche à faire la preuve de sa modération et voilà que les masses, qu'il ne peut pourtant pas attaquer de front se révèlent beaucoup plus dures que lui. Pour l'ensemble de la nouvelle majorité, communistes, socialistes et radicaux, la tâche est toute tracée : calmer les grévistes.

Les grèves continuent à s'étendre ; les syndicats tentent de négocier, sans résultat... Le 7 juin tous les secteurs sont touchés et si des grèves n'éclatent pas dans les services publics, c'est uniquement à cause de l'opposition des organisations syndicales. Aussi, pressé par l'urgence, Léon Blum convoque le 7 juin à l'Hôtel Matignon, des délégations de la Confédération générale de la production française et de la C.G.T.. Dans la nuit même, un accord est signé. Les patrons capitulent, acceptant l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail ; la garantie du droit syndical, une augmentation des salaires comprise entre 7% et 15% ; l'institution de délégués ouvriers élus ; l'interdiction des sanctions pour faits de grève.

« Mais quand donc, dit un des délégués patronaux, M. Lambert-Ribot, les ouvriers de France ont-ils eu une augmentation générale des salaires de cette importance ? » Et Benoît Frachon lui rétorque : « Et quand donc avez-vous vu un mouvement ouvrier de cette ampleur et de cette importance ? »

Un mouvement révolutionnaire

Les grèves mettent en cause, dès le début, l'autorité des patrons ; ils paraissent avoir perdu d'un coup la propriété de leurs usines et ils craignent de ne jamais la retrouver. D'où leur hâte à négocier et leur capitulation.

Du côté ouvrier, le sentiment d'appropriation est réel : les machines sont soignées, les locaux entretenus, le prolétariat paraît maintenir les usines en état pour une utilisation à son profit. D'ailleurs les délégués des entreprises aéronautiques proposent de faire fonctionner leurs usines sous le contrôle du ministère de l'Air.

Le caractère révolutionnaire s'accroît dans les jours qui suivent le 7 juin. Car, malgré la victoire, malgré la pression du gouvernement et de la C.G.T., les travailleurs n'évacuent pas. Au contraire, le mouvement s'étend. Le 8 juin, grève générale du bâtiment ; les grands magasins sont occupés (c'est le premier mouvement d'ensemble qu'ait jamais connu cette corporation) ; les sociétés d'assurances, où pourtant existent des noyaux fascistes, cessent le travail. Un accord est signé d'urgence pour éviter que la grève n'atteigne les banques. Enfin, les hôtels, cafés, restaurants, les ouvriers coiffeurs, la pâtisserie, la confiserie, les vêtements, le bois et ameublement, les pharmacies et bien d'autres professions, sont touchées. On compte alors plus de deux millions de grévistes.

Dans les rues des grandes villes circulent en permanence des cortèges d'ouvriers. Les « Croix de Feu » tentent de réagir, d'assurer « la liberté du travail », ils échouent. Les bourgeois, effrayés, se terrent, tandis que leurs représentants supplient le gouvernement d'intervenir. On vote d'urgence les lois sociales : congés payés, suppression du prélèvement sur les traitements des fonctionnaires, semaine de quarante heures. En quelques jours, les ouvriers ont conquis des avantages considérables. Et pourtant les grèves ne cessent pas. Ce n'est qu'après l'intervention de Maurice Thorez qui déclare : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications » que le mouvement s'estompera. Encore en juillet, les conflits seront nombreux. « Dans la semaine du 7 au 14 juin, le mouvement de grèves atteint son point culminant. Des nouvelles alarmistes semaient l'inquiétude dans les campagnes... des éléments trotskystes ou Croix de Feu,

1) « OÙ EN EST LE SYNDICALISME » par Lucien Rioux, chez Buchet-Chastel. (En vente au siège du Parti).

tissage de la liberté

s'introduisaient dans le mouvement avec l'espoir de le faire dégénérer... Notre parti avait appuyé la grève... Cette solidarité agissante nous appelle à prendre de nouvelles responsabilités. Il y avait risque de dislocation pour le Front populaire. Le Prolétariat n'allait-il pas se couper du gros de l'armée populaire? A notre esprit est revenu le souvenir des tragiques expériences de juin 1848 et de mai 1871... » (Maurice Thorez : « Fils du Peuple »).

Les organisations ouvrières et les grèves

Le mouvement de juin 1936 a sans contredit un côté spontané. Ce sont rarement les syndicats qui donnent l'ordre de débrayer et les ordres de reprise sont difficilement suivis. Partout, les actions sont dirigées par des comités de grève où dominent les éléments non syndiqués. Aussi, tous les efforts sont faits, aussi bien par la C.G.T. que par les partis ouvriers, pour reprendre en main ces masses. G. Lefranc constate : les organisations syndicales sont intervenues pour limiter et canaliser les mouvements. « L'absence d'organisations syndicales n'aurait pas empêché le mouvement de surgir des profondeurs ouvrières; mais elle l'aurait condamné à n'être qu'une Jacquerie meurtrière et sanglante »; elles ont donc joué comme un « puissant facteur d'ordre ». Jacques Danos et René Gibelin tirent de l'attitude syndicale de tout autres conclusions. Les côtés révolutionnaires incontestables du mouvement des masses ont été rejetés par les organisations ouvrières qui ont été un frein, n'acceptant la grève que lorsqu'elle était inévitable et cherchant à faire évacuer les usines au plus tôt.

Seuls quelques groupes minoritaires — la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O., les trotskystes, les anarchistes — croient à la possibilité d'un aboutissement révolutionnaire et le recherchent. Mais la confiance dans les formations traditionnelles est suffisante pour empêcher les grèves de « dévier ».

Syndicats et partis ouvriers tirent du mouvement d'appréciables bénéfices. En deux mois, la C.G.T. double ses effectifs; en 1937, elle compte 5 millions de syndiqués; le syndicalisme de masse existe enfin en France, ce qui ne va pas sans poser certains problèmes. Il faut encadrer, éduquer ces nouveaux syndiqués. La C.G.T. s'y emploie; en fin de compte, elle échouera. Les partis ouvriers connaissent la même croissance : en cinq mois le P.C. passe de 160.000 à 380.000 membres; les effectifs de la S.F.I.O. doublent.

Le courant de sympathie dont bénéficie le Front Populaire est immense. Les meetings sont très largement suivis; la manifestation du 14 juillet 1936 prend un caractère monstre à Paris : un million de participants.

Et les fascistes? Les événements les plongent d'abord dans un total désarroi. « Déjà nos idées prennent le pouvoir » dit le colonel Comte de

la Roque après la victoire électorale de la gauche. Pendant les grèves, ils tentent aussi sans grands résultats de faire arborer par les « nationaux » des drapeaux tricolores aux fenêtres et d'opposer aux cocardes rouges des cocardes tricolores.

Un des héros d'un roman de Roger Vailland raconte : « En juin 1936 j'ai rendu visite aux employés du Louvre qui occupaient leurs magasins. Ils étaient ahuris de joie. Pas du tout à l'idée des congés payés ou d'une augmentation de salaires. Mais l'acte d'audace inouïe qu'ils venaient d'accomplir (imaginez ce que représente pour un calicot une grève avec occupation) leur faisait entrevoir pour la première fois que l'ordre des choses qui les contraignait à travailler toute la journée, toute la vie, pour un salaire dérisoire, à trembler devant le chef de rayon, etc., n'était pas le seul ordre possible, qu'il leur appartenait d'espérer le bonheur. Ils venaient de découvrir la possibilité du bonheur : ils en étaient comme ivres ».

Simone Weil, cette agrégée de philosophie devenue ouvrière, insiste sur la joie : « Cette grève est en elle-même une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois... Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine... Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, de la musique, des chants et des rires... Joie de passer devant les chefs la tête haute... Joie de vivre, parmi ces machines muettes au rythme de la vie humaine... ».

Avec le bonheur, la joie, les ouvriers découvrent la dignité. Au travers du mépris qu'ils affichent pour les patrons, au travers de leur discipline spontanée, des soins qu'ils donnent aux locaux et aux machines, les grévistes prennent conscience de leur valeur d'hommes. Ils entendent être respectés; la participation au combat commun, ils la conçoivent comme une affirmation de leur existence. On voit ainsi des usines se mettre en grève alors que le patron paraît disposé à céder; parfois même après qu'il ait cédé. Les revendications sont alors bien secondaires.

Autre découverte : la solidarité. Jamais l'ouvrier n'a autant le sentiment d'appartenir à une classe sociale : le coude à coude dans les défilés, le salut au poing levé, les chants, les espoirs, les rêves en commun, tout cela crée des liens réels. Cette solidarité dépasse d'ailleurs la classe ouvrière; s'y joignent les « prolétaires en faux-col », jadis si éloignés des « hommes en bleu »; les artistes montent des spectacles dans les cours des usines; les commerçants portent des vivres aux piquets de grève. Toute la population participe à la grève. Juin 1936, c'est la victoire des petites gens.

Le reflux et l'échec

La période d'euphorie est courte. Devant le gouvernement de Front populaire, les difficultés s'amontcellent. Difficultés financières d'abord : les augmentations de salaires, les lois sociales ont relancé l'économie; le chômage recule. Mais la bourgeoisie sabote volontairement l'expérience : les

capitales fuient à l'étranger, de même l'or. Hauts fonctionnaires, banquiers poussent à l'inflation tout en la dénonçant. Les prix montent : par rapport à mai 1936, la hausse atteint 21,5% en novembre 1936, 73,3% en avril 1938. Augmentation bien supérieure à celle des salaires. Contre elle, contre la fuite des capitaux le Gouvernement est impuissant.

D'ailleurs, au fur et à mesure que la grande peur des possédants s'estompe, de sauveur qu'il était, le gouvernement Blum devient gêneur. On l'attaque. A l'avènement de Blum, Maurice Ollivier, président de la fé-

dération patronale écrivait : « Nous voulons que l'expérience réussisse, car sans cela, c'est la fin... sinon tout sera nationalisé et étatisé ». (cité par Colette Audry). M. Lambert-Ribot déclare cinq mois plus tard : « Le gouvernement veut arriver graduellement au socialisme : il faut empêcher cela coûte que coûte ». L'opposition existe au Parlement, au Sénat, au sein du gouvernement même avec Daladier. En fin de compte, et malgré les concessions de Léon Blum, qui a annon-

(Lire la suite en page 8)



(Keystone)
La grande peur du patronat devant ses usines occupées
« La propriété est mise en cause »

LE FRONT POPULAIRE et Jacques Chambaz

Jacques Chambaz, membre suppléant du comité central du P.C.F. vient de publier aux Editions Sociales un petit livre de vulgarisation sur le Front Populaire qui appelle un certain nombre de commentaires.

L'ouvrage entend, en effet, donner les vues officielles du P.C. sur cette période ainsi que les leçons qu'il faut en tirer pour le présent.

Le début de l'ouvrage, consacré à la crise économique et à la menace du fascisme, contient d'utiles rappels sur le rôle des forces politiques réactionnaires et fascistes, mais avance, par ailleurs, un certain nombre d'affirmations que nous trouvons, quant à nous, plus que fantaisistes. Le lecteur aura ainsi la surprise d'apprendre que le principal, — si ce n'est le seul obstacle à l'unité entre socialistes et communistes —, était représenté, en 1934, par la S.F.I.O., alors qu'il lui suffit de se reporter à n'importe quel livre d'histoire sérieux pour se rendre compte que l'opposition à l'unité existait à des degrés divers tant dans la S.F.I.O. que dans le P.C.F. On peut s'étonner, aussi, que J. Chambaz ne mentionne pas le rôle pernicieux joué par la théorie du social-fascisme, qui, en faisant des dirigeants socialistes l'ennemi principal et de véritables agents de la fascisation de la France, rendit très longtemps impossible tout rapprochement entre militants socialistes et communistes. On est également en droit de lui reprocher de passer complètement sous silence la bataille menée à partir de 1932 par l'aile gauche de la S.F.I.O.

Toutefois, la partie la plus critique de l'ouvrage nous paraît être celle qui traite du rassemblement populaire proprement dit, parce qu'elle aborde le problème fondamental des méthodes et des objectifs du mouvement ouvrier d'alors, de façon profondément discutabile. Selon Jacques Chambaz, le Front Populaire, rassemblement de la classe ouvrière unie avec les classes moyennes, ne pouvait que se

donner des objectifs limités, pour l'essentiel : la satisfaction des revendications immédiates des travailleurs et des classes moyennes.

Aller au delà, c'est-à-dire proposer un programme révolutionnaire des réformes de structure fondamental eut été, selon lui, du « gauchisme » ou du « réformisme » le plus plat. Du gauchisme, car un tel programme aurait certainement effrayé les classes moyennes. Du réformisme, car ce programme, en l'absence d'une prise révolutionnaire du pouvoir, aurait abouti à une gérance loyale du capitalisme. Or, cette analyse qui ne manque pas d'une logique apparente repose en fait sur une double erreur d'estimation :

1) Confondre un ensemble cohérent de réformes de structures économiques et politiques avec un programme d'administration du capitalisme.

2) Croire que les classes moyennes ne peuvent être mobilisées pour des réformes de structures capables d'améliorer ou de transformer leur condition.

En fait, un ensemble cohérent de réformes conçu non en fonction des seules possibilités du régime capitaliste, mais en fonction des besoins et aspirations populaires est un élément décisif pour rassembler les énergies et pour faire saisir aux masses l'importance décisive du problème du pouvoir. On peut, il est vrai, faire remarquer, que les masses en 1936 n'étaient pas tout à fait prêtes pour une action plus radicale qui aurait débouché non plus sur le seul exercice du pouvoir par la S.F.I.O., mais sur une véritable prise du pouvoir accompagnée de profondes transformations sociales et économiques. L'argument n'est pas sans valeur, mais il invite précisément à se demander si ce n'eût pas été le rôle des partis ouvriers de les préparer à une telle éventualité en adoptant une autre stratégie dès les débuts de la remontée ouvrière.

Il est dommage que cette question ne soit même pas effleurée par J. Chambaz...

Jean-Marie VINCENT



(Keystone)
14 Juillet 1935. Au défilé de la Bastille, le Comité de Rassemblement Populaire, avec Pierre Cot, les professeurs Ribet et Langevin, Maurice Thorez et Henri Narbusse.

Juin 1936 : L'apprentissage de la liberté

(suite de la page 7)

cé la « pause », le Sénat renverse le 20 juin 1937, le premier gouvernement de Front Populaire. Mais Blum était condamné dès le moment où, pour rassurer les milieux financiers, il a accepté de confier le contrôle du Budget à trois hauts-fonctionnaires, liés aux grandes banques : MM. Charles Rist, Paul Baudouin, Jacques Rueff.

Nous passerons sur les dernières étapes de la défaite du Front Populaire pour essayer d'en donner quelques explications : juin 1936 a fait peur à la bourgeoisie ; elle a dû lâcher du lest, mais rien d'essentiel. Les banques, l'industrie, le capital restent « libres ». La haute administration est bourgeoise ; les chefs militaires peuvent sans danger soutenir le fascisme (certains d'entre-eux participent à un complot des « cacouards »). Avec certains radicaux elle est au gouvernement. Contre elle, Léon Blum dispose d'une seule arme efficace : la rue. Il se refuse à l'employer. Sur ce point, le P.C. est d'accord avec Blum ; seuls les petits groupes de l'extrême gauche et la minorité socialiste sont prêts à l'utiliser. Quand on propose à Blum d'organiser l'agitation dans le pays, il se récrie : « Ne me demandez pas cela ! » Et, impuissants, les ouvriers assistent à la montée des prix, à la reconstitution des groupes fascistes. Harcelé à l'extérieur, le Front Populaire est aussi miné de l'intérieur. Le sabotage radical n'est plus seul en cause. Communistes et socialistes s'opposent très vite. A la C.G.T., où les militants du P.C. mènent appuyés par la masse des nouveaux syndiqués, une conquête systématique des postes, une aile anti-communiste se constitue autour du journal Syndicats : Delmas des Instituteurs, Dumoulin, Belin, l'animent.

Vient se greffer l'affaire espagnole : le 17 juillet 1936, l'armée espagnole du Maroc se révolte contre le gouvernement républicain. C'est le début d'une tragédie qui va durer trois ans. Pour la gauche française, l'aide à l'Espagne apparaît nécessaire : les communistes mènent une campagne en ce sens ; les socialistes, d'abord d'accord, cèdent ensuite à la pression conjuguée des radicaux de droite et de la Grande-Bretagne et Blum proclame la « non-intervention ».

La crise de Munich accentue la division. La majorité des socialistes, le groupe « Syndicats » de la C.G.T. par fidélité au pacifisme, approuvent l'accord que combattent les communistes.

D'ailleurs, la situation sociale est mauvaise. En 1937 et 1938 des grèves éclatent, autrement dures et après que celles de 1936. On s'attaque aux conquêtes sociales. Le gouvernement Daladier prépare une série de décrets-lois les mettant en cause. La C.G.T. lance, pour le 30 novembre 1938, une grève générale de protestation. La grève échoue ; c'est l'effondrement. En quelques mois, les effectifs de la C.G.T. sont réduits à un million d'adhérents. Enfin le pacte germano-soviétique et la déclaration de guerre vont rompre à nouveau l'unité syndicale. Les communistes qui appuient les positions de l'U.R.S.S. sont exclus de la C.G.T. Une page est tournée.

L'échec est rude et pourtant 1936 laisse un bilan positif : un exemple étonnant de prise de conscience ouvrière ; une série de lois sociales toujours en vigueur aujourd'hui. Enfin, et ce n'est pas le moins important, la création d'un important réseau d'organismes de culture ou de sports populaires. Théâtres ouvriers auberges de jeunesse, bibliothèques, se sont multipliés ; on ne peut oublier l'œuvre de Léo Lagrange, premier « ministre des loisirs ».

« Je ne suis pas souvent sorti de mon Cabinet ministériel, dira Léon Blum devant la Cour de Riom, mais chaque fois que j'en suis sorti que j'ai traversé la grande banlieue parisienne et que j'ai vu les routes couvertes de « taquets », de motos, de tandems, avec ces couples d'ouvriers vêtus de pull-overs assortis et qui montraient que l'idée de loisirs éveillait chez eux une espèce de coquetterie naturelle et simple, j'avais le sentiment d'avoir, malgré tout, apporté une embellie, une éclaircie dans des vies difficiles, obscures. On ne les avait pas seulement arrachés au cabaret, on ne leur avait pas seulement donné plus de facilités pour la vie de famille, mais on leur avait ouvert une perspective d'avenir, on avait créé chez eux un espoir ».

Louis GUERY

Fonctionnaires :

UN BALLON D'ESSAI ?

DÉCIDÉMENT, les fonctionnaires n'ont pas l'heure de plaider à sa Majesté : leur zèle gaulliste serait-il trop tiède ? Déjà, dans son dernier discours, le Monarque les avait menacés de ses foudres, s'ils ne réchauffaient ce zèle indolent... Ce fut un beau raffût !

Nouvelle sermonne, cette semaine. En effet, Le Monde s'est fait l'écho d'un projet gouvernemental qui tendrait à suspendre les garanties statutaires d'affectation et d'emploi des agents de la catégorie A (selon les déclarations faites par « Mon Messmer » devant la Commission sénatoriale de la Défense Nationale). Dès le lendemain, on s'empresse de démentir catégoriquement cette information.

S'étonnera-t-on que ce démenti ne nous apaise point ?

En réalité, il semble que le Pouvoir a lancé ce qu'il est convenu d'appeler, en jargon journalistique, un « ballon d'essai » dans le but de connaître l'ampleur de la réaction qu'une telle mesure ne manquerait pas de soulever, quitte à l'appliquer plus tard, si la résistance faiblissait...

Le fait que cette décision ne s'appliquerait qu'aux « cadres supérieurs », comme on tend à le faire croire, risque de laisser l'opinion indifférente. On sait que les « grands Commis de l'Etat » (le terme « commis démontre bien le lien de dépendance) sont nommés suivant le bon plaisir du Souverain : cela s'est toujours pratiqué ainsi. Que ces hommes liges soient dans la main du Pouvoir... quoi de plus naturel ! Qu'en contre-partie des honneurs et des avantages qui leur échoient, le Gouvernement contrôle leur soumission, voilà encore qui est légitime. Seulement, la catégorie A ne comprend pas que ces hauts seigneurs de l'Administration. Elle s'étend aussi à une centaine de milliers de cadres moyens tels qu'inspecteurs des services extérieurs, attachés et administrateurs civils, recrutés sur titre (licence ou diplôme d'études supérieures) ou par concours, qui, eux, ne débutent qu'aux alentours de 65.000 francs par mois. Rien ne justifierait donc un traitement particulier pour ces personnels qui ne détiennent pas directement une parcelle de l'autorité de l'Etat.

La longueur des carrières théoriques, de 22 à 25 ans en moyenne, l'insuffisance notable des traitements, l'absence de débouchés dans une administration sclérosée ont si sérieusement freiné le recrutement de ces agents, sauf pour les élèves de l'E.N.A., que le Gouvernement devant cette hémorragie de cadres, avait décidé de réaménager totalement leurs carrières. Et nous voyons alors s'esquisser la manœuvre ; en échange d'améliorations matérielles, le cadre A renoncera aux garanties offertes par le Statut de la Fonction Publique et aux libertés syndicales. Troquer sa liberté contre un plat de lentilles : le marchandage n'est pas nouveau !

Il serait temps que les « Hauts Fonctionnaires » — et les moins hauts — comprennent cette menace, il serait temps qu'ils s'unissent pour la faire échouer, il serait temps que les syndicats et associations professionnelles passent à la contre-offensive.

Malgré l'article 16 et les « carriéristes » impénitents l'heure de la mise en condition n'a pas encore sonné pour la Fonction Publique.

Mais que tous demeurent vigilants, le temps des vacances est particulièrement propice pour les mauvais coups.

J. C. B.

Le mécontentement des hospitaliers

Dans un tract publié récemment, les Fédérations C.G.T., C.F.T.C. et Autonome alertent l'opinion publique sur la menace qui pèse sur le fonctionnement des hôpitaux du fait de la situation déplorable du personnel qui les anime. On y lit notamment :

AMELIORER la situation des hospitaliers est une mesure qui s'impose vis-à-vis de travailleurs défavorisés et une condition indispensable pour assurer la défense de la santé de la population...

« Mais la réalité est loin de correspondre aux besoins : de nombreux établissements sont vétustes ; il manque 40.000 lits de malades mentaux, 5.000 lits de cancéreux, des dizaines de milliers de lits de médecine et d'hospice... »

« En accordant 2,3 % du Budget National à la Santé, l'Etat sacrifie la notion de service public à celle de rentabilité, se bornant simplement à mettre en place un équipement minimum, notoirement insuffisant. »

« Conséquence de cette situation,

LIVRES

L'avenir du capitalisme

par Robert FOSSAERT

LE livre de Robert Fossaert est une tentative de réponse à quelques-unes des questions décisives de notre époque : le déclin relatif du capitalisme entraînera-t-il la guerre ? Prendra-t-il la forme d'un effondrement économique, ou bien se poursuivra-t-il comme un lent pourrissement ? Le capitalisme a-t-il encore assez de ressources intérieures pour s'adapter ?

ROBERT FOSSAERT prend pour point de départ le monde de 1961, où la coexistence pacifique est à l'ordre du jour, où la décolonisation s'achève, et il examine les perspectives ouvertes aux trois camps (capitaliste, soviétique, Tiers-Monde). Les hypothèses les plus probables sont, pour le camp socialiste, une poursuite accélérée de sa croissance économique, une différenciation croissante entre les pays qui le composent, et peut-être un antagonisme entre deux conceptions de la révolution mondiale : la conception soviétique, — qui préconise la compétition économique — la conception chinoise, — qui ne recule pas devant l'éventualité d'une compétition militaire.

Le bloc capitaliste est, selon Robert Fossaert, capable de supporter sans crise grave la disparition des surprofits tirés de l'exploitation coloniale. (Déjà la majeure partie du commerce des Etats capitalistes s'effectue, à l'intérieur du bloc capitaliste, d'un Etat capitaliste à l'autre). Mais il n'en sera pas moins rattrapé et distancé à relativement brève échéance par le bloc socialiste : comme par ailleurs il est vraisemblable que ses positions politiques à l'intérieur du Tiers-Monde seront perdues l'une après l'autre, le bloc capitaliste prendra de plus en plus l'aspect d'une citadelle assiégée ; dans ces conditions, deux voies s'ouvriront à lui : celle d'une adaptation pacifique au monde nouveau, que seule une gauche lucide et forte serait capable de promouvoir — ou celle d'une militarisation croissante pour répondre à l'encerclement soviétique d'un « capitalisme de guerre » analogue au « communisme de guerre » des années 20.

Le problème le plus grave, et le plus difficile à résoudre, est celui que pose le Tiers-Monde. Si le développement économique du Tiers-Monde se poursuivait à son rythme actuel, le revenu par tête, — compte tenu de l'expansion démographique accélérée — ne ferait pas de progrès sensibles d'ici 20 ans. Autrement dit le niveau de vie des Africains, des Asiatiques non Chinois et de la plupart des Latino-Américains resterait stagnant. Or cette stagnation est humainement et politiquement impossible : les progrès accomplis au même moment par les pays du bloc soviétique fascineront l'Inde, l'Indonésie et leurs voisins ; de profondes transformations politiques se produiront dans tous ces pays. Le problème sera alors de savoir quelle forme prendra le conflit des blocs, et quels seront les antagonistes : sera-ce

un conflit idéologique (socialisme contre capitalisme) ou un conflit économique et racial (Jaunes et Noirs misés rables contre Blancs nantis) ?

Bien entendu, Robert Fossaert ne se pose pas en prophète, et n'apporte pas de réponse unilatérale à ces questions. Mais en ce domaine, ce sont les questions qui importent. Le mérite de l'auteur est d'avoir tracé la gamme des possibilités qui s'ouvrent à nous : laquelle de ces possibilités se réalisera ? Cela dépend, pour une part au moins, de notre action.

Dans une deuxième partie de son livre, Robert Fossaert examine l'évolution interne du capitalisme sur un exemple concret : celui de la France. Il retrouve en France les symptômes d'une évolution déjà beaucoup plus avancée en Angleterre ou aux USA : — diminution des effectifs de la payannerie — stagnation de ceux de la classe ouvrière — développement du secteur tertiaire, et en particulier des couches salariées. L'expansion économique — que le capitalisme sait désormais rendre relativement régulière grâce à une politique anti-crise aujourd'hui élaborée — réduira les tensions révolutionnaires du type de celle que notre pays connut en 1936. D'autre part les moyens qu'exige cette expansion — interventions de l'Etat, planification des investissements — sont largement acceptés par les dirigeants des couches les plus modernes du capitalisme. Dans ces conditions, deux types de conflits sont à prévoir :

— le conflit autour des réformes de structure nécessaires à la croissance économique, qui opposera les secteurs archaïques et les secteurs avancés du capitalisme.

— et la bataille autour de la démocratisation de l'appareil d'Etat, que la gauche devra entamer contre une technocratie où se confondraient hauts fonctionnaires et responsables salariés des grandes entreprises privées.

Contre les classes sociales archaïques et parasitaires, nous aurons à imposer une politique de croissance économique ; contre les technocrates, nous devons obtenir que cette politique soit démocratiquement réalisée : que les travailleurs participent à la fixation des objectifs du plan, et contrôlent son exécution.

Enfin — et nous revenons là aux questions posées dans la première partie — nous aurons à mener une troisième lutte, contre les sentiments immédiats des travailleurs : il faudra en effet obtenir d'eux qu'ils renoncent à une partie de l'augmentation de niveau de vie qui résultera de la croissance, afin que soit mise en œuvre une politique d'aide massive aux pays du Tiers-Monde.

Le livre de Robert Fossaert pose beaucoup plus de questions qu'il n'en résout — ce qui n'est pas une critique. En revanche nous regretterons que ses conclusions soient beaucoup moins ambitieuses que son projet. En cette matière l'audace est souvent plus payante que la prudence rigoureuse à laquelle il s'astreint. Des hypothèses plus risquées sur l'avenir auraient l'avantage d'éclairer plus vivement les virtualités du présent. Il reste que, apportant et systématisant nombre de données économiques généralement dispersées et cachées dans des ouvrages spécialisés, posant les problèmes à l'échelle planétaire qui est aujourd'hui la leur, l'ouvrage de Robert Fossaert est une contribution précieuse à l'effort de réflexion politique qui doit être le nôtre.

Bernard FRESNEAU.

DOCUMENTS - ETUDIANTS

Recherches syndicales, économiques, politiques, culturelles.

Vient de paraître : LA COGESTION (n° spécial : 2 NF, Cogestion étudiante, Démocratie industrielle et cogestion.

— Abonnement à 8 numéros 10 NF
— Abonnement de soutien .. 15 NF
— Prix au numéro 1,50 NF

Centre culturel de la jeunesse Etudiante, 94, rue Notre-Dame des Champs, PARIS (6^e). C.C.J.E. - C.C.P. 15.801.87.

Le ministre de la Santé Publique et de la Population a toujours refusé de prendre en considération ces revendications.

CINÉMA

Samedi soir et dimanche matin

par Karel REISZ

« **M**OI, je ne me laisserai pas avoir », murmure dès le générique Arthur, le jeune ouvrier anglais, personnage central de « Samedi soir et dimanche matin ». Par quoi ne se laissera-t-il pas avoir ? Il le perçoit confusément : par l'usine, la course aux cadences, le conformisme social, né d'un « bien-être » tout relatif. Par la T.V., le mariage, la petite maison, etc...

Les samedis et les dimanches, en conséquence, Arthur Seaton s'amuse donc. Quoique anglaise, la manière dont il le fait diffère peu des habitudes d'ici : la boisson, les femmes. Sa liaison avec Brenda, mariée à un camarade d'usine, enceinte de lui, l'oblige à prendre quelque recul. Un avortement n'est pas plus aisé de ce côté-ci que de ce côté-là de la Manche. Finalement, après une râclée vengeresse, le mari endossera la paternité. En même temps, Arthur découvre Doreen à laquelle il s'attache et qui veut le mariage.

Perdre son temps pour le gagner

Karel Reisz, réalisateur de ce film, a justement rendu l'horizon sans espoir de la situation ouvrière. Travail = perdre son temps pour le gagner ; loisir = tuer ce temps laborieusement arraché. Aucune sensiblerie, aucune complaisance, aucune insistance dans cette description.

Ni saint ni diable, Arthur est un produit : les images qu'il découvre autour de lui l'exaspèrent. Un père prostré devant sa télévision. Un contremaître aboyeur du patron. De « bons » ouvriers déjantés et méprisés, soumis. Mais comme le chien mordant sa chaîne, il y use ses dents. Partout, même dans sa liaison avec Brenda, la société pèse de tout son poids contraignant. Il faut l'accepter, devenir passif ? Comment faire autrement ? La pierre qu'il jette contre la « petite maison » : une gaminerie qui passera avec le mariage, pense Doreen. Spontanément, Arthur se sent solidaire de ses camarades : on ne dénonce pas au « cob » un camarade, même lorsqu'il commet la sottise de briser, ivre, une vitrine ; en couchant avec Brenda, la femme mariée, il marque son peu d'estime pour l'époux, « bon ouvrier » soumis.

Un réalisme critique

« Cher public, va, cherche le dénouement. Il faut qu'il en existe un convenable » écrivait Brecht à la fin de « La bonne âme de Se'Tchouan ». Arthur n'en voit pas mais trouve un exutoire immédiat dans sa révolte individuelle. Le propos de Karel Reisz se limite à l'évocation de cette attitude. Il y réussit. Sa manière « objective » tend à rassembler un maximum de preuves sur la situation ouvrière à travers un personnage. En même temps qu'il l'expose il montre la vanité de la révolte individuelle. La vanité ou l'impuissance, comme on voudra. Pour le spectateur l'analyse critique de cette réalité doit le mener à la condamnation de l'ordre social qui engendre ou cette aliénation (pour la plus grande masse dans le film) ou cette révolte sans espoir (celle d'Arthur).

Film révolutionnaire, film de gauche, a-t-on déjà écrit à propos de « Samedi soir dimanche matin »... « Si... on identifie la gauche avec une volonté de perpétuelle remise en question des structures sociales et morales au milieu desquelles nous nous débattons... C'est le film le plus neuf et le plus original, aussi le plus intégral du jeune cinéma de ces dix dernières années. » Hum... « La volonté de perpétuelle remise en question des structures sociales... » de la gauche qui l'assimile à une insatisfaction congénitale me laisse rêveur. Peut-être un contexte spécifiquement « anglais » rend-il ce désespoir plus inévitable. Film intégral, film neuf sans nul doute. Voyons maintenant la prochaine réalisation de Karel Reisz, qui reste l'un des plus solides représentants du groupe Free Cinema ; il faudra suivre aussi l'activité de ce groupe, qui tente de rénover, dans un sens plus réaliste et plus social, le cinéma anglais.

Emile COPFERMANN

TUNISIE

Une révolution



(Nations-Unies)

L'enfant qui naît est en droit d'exiger les moyens de vivre, de s'éduquer, d'apprendre à assumer ses fonctions sociales.

LE 15 juin 1961 marquera une date importante dans l'histoire de la Tunisie et peut-être aussi dans celle de l'Afrique.

Ce jour-là en effet, un nouveau produit, le SYNAGEN était en vente dans toutes les pharmacies, et en vente libre. Depuis des semaines, exactement depuis le 5 janvier dernier, des milliers de femmes attendaient avec espoir — ou avec crainte — l'application pratique du vote de l'Assemblée Nationale tunisienne autorisant sur tout le territoire la vente des produits anticonceptionnels.

Le SYNAGEN est en effet un produit anticonceptionnel d'usage courant en Allemagne fédérale et qui a été choisi après les essais effectués par l'Institut Pasteur. Un million de doses sont désormais à la disposition des femmes tunisiennes : toutes dispositions sont prises pour assurer la satisfaction des besoins.

Ce n'est pas, on s'en doute, sans discussions passionnées, sans controverses violentes, sans opposition aussi que cette décision fut prise et appliquée. Les partisans d'une certaine forme de contrat social, où morale et hypocrisie sont rigoureusement synonymes, occupent aussi des places de choix à Tunis. Pour calmer certains esprits, la vente du SYNAGEN sur ordonnance était envisagée. Mais, sur intervention du Secrétariat d'Etat aux Affaires Sociales et à la Santé, ce projet fut abandonné.

En prenant cette décision, le Parlement tunisien a entendu, certes, tenter de donner une solution partielle aux problèmes posés par le sous-développement et la surpopulation. L'accroissement des biens de consommation, les équipements sociaux et culturels ne suivent pas l'évolution de la natalité. Il apparaissait donc nécessaire de freiner cette tendance.

Mais il semble surtout que l'Assemblée Nationale ait voulu donner aux citoyens les moyens de prendre toutes leurs responsabilités dans tous les actes de la vie : il s'agit donc en quelque sorte d'un pari sur la maturité politique et sociale du peuple : d'une maturité fondée sur une conception assez élevée de la liberté.

Il ne s'agit pas de supprimer les naissances, il s'agit de les régulariser, de les limiter en certaines périodes. L'acte de procréer ne doit plus être laissé au seul hasard, mais résulter d'une décision consciente et raisonnée. L'enfant qui naîtra sera en droit d'exiger les moyens de vivre, de grandir, de s'éduquer, d'apprendre à assumer ses fonctions sociales. Ses pa-

rents ont le devoir de les lui procurer. Encore faut-il — pour qu'ils puissent assumer pleinement leurs responsabilités — choisir librement tant le nombre d'enfants qu'ils peuvent élever décemment que le moment où leur tâche sera plus aisée.

TELS sont les principes qui ont guidé les parlementaires tunisiens. Ils leur ont permis de convaincre la majorité de l'opinion. Il faut dire que l'exemple pakistanais les a beaucoup aidés. Pays musulman, le Pakistan autorise les pratiques visant à la limitation des naissances, qui ne sont nullement en opposition avec les principes fondamentaux du Koran. C'est d'ailleurs une « Fétoua » (décision interprétative d'une haute autorité islamique) de l'Université Al Azhar du Caire qui affirme : « stopper la reproduction d'une façon permanente est interdite, mais la stopper temporairement est autorisé. »

Le problème du contrôle et de la limitation des naissances n'est pas résolu par la seule mise en vente d'un produit anticonceptionnel, même à un prix compétitif le rendant accessible à tous. Mais c'est un pas important sur la voie de la libération et de l'épanouissement bien compris de la famille.

Il est certain que ceci peut heurter certaines consciences. Mais ces mêmes consciences ne paraissent absolument pas heurtées par les mesures totalitaires qu'elles imposent à toutes celles et à tous ceux qui refusent de partager leur conception du monde : minorité, elles imposent leur loi absurde et inefficace (500.000 avortements clandestins en France!!) à la majorité. La mise en vente d'un produit anticonceptionnel ne gêne personne : l'usage n'en est nullement obligatoire. L'interdit lui l'est, pour tous.

Quelques jours auparavant, le 10 juin, à Grenoble, presque dans une semi clandestinité était inauguré le premier « Centre d'Information sur les problèmes du planning familial » qui se fixe pour objectif que « soient autorisés tous les moyens que la science moderne met à la disposition des couples désireux de régulariser les naissances ».

Peut-être cette création — sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir — fera-t-elle sortir la France du cercle désuet et immoral dans lequel elle s'enferme avec l'Espagne et le Portugal. La Tunisie, elle, montre la voie.

Louis HOUEVILLE.

Les paysans accusent

(Suite de la page 1)

C'est aussi parce que l'action du parti doit être orientée vers un certain nombre d'objectifs plus proches :

- faire connaître les mesures urgentes proposées par la résolution de notre Comité Politique National ;
- démontrer que la mévente des produits agricoles impose la réforme du système de distribution ;
- rappeler les avantages de toutes les formes d'organisation coopérative ;
- dénoncer les tentatives des « ultras » pour faire dévier les manifestations ;

- marquer la nécessité d'établir et de consolider la solidarité entre les producteurs paysans et les autres catégories de travailleurs, pour éviter que le mouvement ne se condamne à l'échec en s'enfermant dans les limites corporatives ou régionalistes.

Sous cette forme, nous n'hésitons pas à « faire de la politique » : c'est la raison d'être d'un parti comme le nôtre.

Robert VERDIER.

NOTES DE LECTURE

L'examen des consciences

de L. MARTIN-CHAUFFIER

CE livre — entre beaucoup d'autres — prend place sur le rayon des témoignages de la guerre d'Algérie, livre qui, au vrai, semble n'être pas tellement d'actualité, en ce sens que — depuis sept années — nous avons lu tant de polémiques sur ces sujets qu'il paraît ne pouvoir être apporté rien de bien nouveau.

Et, cependant, l'esprit ne se rassasie jamais de sa faim de savoir... et la conscience — là où il y a conscience — ne peut se contenter de la benoîte attitude des bigots défendant leur quiétude dans une égoïste bonne conscience : « Dieu reconnaîtra les siens ».

« Le sang sèche vite », phrase que Louis-Martin Chauffier prête au Général de Gaulle est justement — quoi qu'en dise l'auteur de « L'EXAMEN DES CONSCIENCES » (1) — une sorte de justificatif de cette bonne conscience qui nous fait horreur, à nous que la mort d'un seul homme trouble au plus profond de l'âme et que l'injustice — d'où qu'elle vienne — horrifie au plus haut point.

Parti au début de 1957 avec une commission d'enquête voulue par la C.I.-C.R.C. (Commission internationale contre le régime concentrationnaire) Louis-Martin Chauffier attend 1961 pour publier ces quelque cent vingt pages qu'il qualifie lui-même non pas comme un texte politique, mais comme un texte moral. Et, comme pour éviter qu'il y ait confusion, il ajoute : « Quand le silence officiel n'est, depuis six ans, rompu que par le mensonge, il faut bien que la vérité soit dite, et l'imposture démasquée ».

Hélas — et nous ne voulons chercher aucune querelle à Louis-Martin Chauffier — hélas, que de temps de réflexion entre ses constatations visuelles et ses réactions d'auteur ! Et pourtant l'auteur de tant d'essais d'où éclatent la générosité du cœur et l'attachement à la liberté doit reconnaître que « la torture et le terrorisme sont liés à la guerre » et qu'il est un pays qui « a ressuscité l'ignoble comportement de la Gestapo et des nazis, comme ces camps de Staline. Ce pays, c'est la France ! ».

Ce « déshonneur de l'armée, qui devient, impuni, le déshonneur de la France », Louis-Martin Chauffier, où avez-vous entendu qu'il ait été courageusement sanctionné par ceux-là même qui prétendent s'exprimer au nom de la France ?

En complément de ce livre tardif, mais généreux, l'auteur constate en décembre 1960 qu'« aucun acte n'est intervenu pour empêcher la torture ni — bien au contraire — pour réfréner les attentats terroristes ». Cependant, le gouvernement du Général de Gaulle poursuit ceux des intellectuels qui — depuis longtemps (depuis le début de la rébellion) — ont pris publiquement position dans cette crise de conscience.

Mais le jour où interviendra la solution du conflit algérien, il ne faudra pas confondre — pour l'honneur de notre pays — le « pardon » et l'« oubli ».

B.-A. BENOIST

(1) « L'Examen des Consciences », de Louis-Martin Chauffier (Julliard, éditeur).

A NOS ABONNÉS

VOICI plus d'un an que notre hebdomadaire a été lancé. S'il n'a pas toujours été tel que nous le désirions, il a eu le mérite, malgré de nombreuses difficultés, surtout financières, de s'améliorer régulièrement.

Depuis le numéro 55 du 27 mai, Tribune Socialiste paraît sur 12 pages. Cet effort sera poursuivi et développé à la rentrée.

Mais un an d'existence, cela représente un grand nombre d'abonnements arrivant à expiration au même moment.

Si votre abonnement arrive à échéance en juin, juillet ou en août, nous vous demandons instamment de le renouveler avant de partir en vacances. Vous recevrez ainsi Tribune Socialiste sans interruption et vous faciliterez le travail de l'administration.

L'équipe de T.S. est persuadée que vous continuerez à lui accorder votre confiance en vous réabonnant dès aujourd'hui, et vous remerciera de l'aide que vous lui apporterez.

R. CERAT.

AUX DIFFUSEURS DE T.S.

VOUS avez pris connaissance par ailleurs de l'appel lancé à nos abonnés.

En effet, en moins de trois mois (juin, juillet, août), près de la moitié de nos abonnements sont à renouveler.

Nous demandons à tous les responsables du P.S.U., à quelque échelon que ce soit, et en particulier à tous les responsables presse et diffuseurs, qu'ils fassent renouveler avant le départ en vacances tous les abonnements arrivant à expiration.

Les vacances ne doivent pas amener un affaiblissement de la situation de Tribune Socialiste. Au contraire, nous devons dès maintenant non seulement maintenir mais consolider notre diffusion.

Ainsi, dès la rentrée, nous serons à même de poursuivre le développement nécessaire à la continuation de notre lutte de tous les jours.

Stages nationaux de formation

Les dates et les programmes des trois stages nationaux d'été ont été publiés dans les précédents numéros de Tribune Socialiste.

La Commission Nationale de Formation fait savoir que pour le stage « Entreprises », du 2 au 9 septembre dans la Région parisienne, des possibilités d'aide matérielle importantes ont été trouvées.

Les camarades intéressés par ce stage sont invités à demander les précisions nécessaires à leurs secrétaires fédéraux.

Une adhésion

Un ami de Brazzaville vient de nous envoyer son adhésion en ces termes :

« Vous voudrez bien considérer mon adhésion comme une protestation personnelle contre la « garde à vue » dont ont été victimes les « chers professeurs » ; c'est en effet ce qui m'a décidé à adhérer. »

Échanges culturels avec la Yougoslavie

Miljenko Zrerec, membre du Praesidium du Comité Central de la Jeunesse Populaire de Yougoslavie, à Paris ces jours-ci, a pris contact avec notre camarade Jean Arthuys, délégué du Bureau National auprès des jeunes et des étudiants du P.S.U.

Au cours de ces contacts, ont été envisagées les modalités de voyages et d'échanges de jeunes des deux pays dans un but informatif et culturel. Il a été décidé qu'un groupe de jeunes du P.S.U. partirait cet été visiter la Yougoslavie.

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel.

Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de

Calendrier PSU

YONNE

Pierre BELLEVILLE, membre du Bureau National, se rendra à AUXERRE où il tiendra une réunion sur « l'action dans l'entreprise » le :

VENDREDI 23 JUIN

à 21 h., Salle Séguin, passage Soufflot.

NIÈVRE

Notre camarade Belleville parlera du même sujet à :

- GUERIGNY, le samedi 24, à 16 h. 30.
- et IMPHY, samedi 24, à 21 h.

Il fera une :

Conférence interdépartementale sur l'action d'entreprise

à NEVERS, le dimanche 25, à 9 h. 30 à laquelle les fédérations de la NIEVRE, LOIRET, ALLIER, CHER, SAONE-et-LOIRE sont très cordialement invitées, Salle du Conseil Municipal de la Mairie.

- Pour tous renseignements sur ces conférences, s'adresser à notre camarade BOICHARD, 31, Cité Parc, Nevers

CAHIERS BERNARD LAZARE

Le numéro de juin des « CAHIERS BERNARD LAZARE » vient de paraître.

Au sommaire :

- Déclarations de Me André Blumel, Daniel Mayer, André Philip et Maurice Thorez sur le Procès Eichmann.
- Études sur le colloque de Florence, la situation dans le Moyen-Orient, l'éducation au kibboutz.
- Importante partie littéraire et artistique.

ADMINISTRATION - REDACTION : 17, rue de la Victoire, Paris-9^e. — Tél. : TRU. 63-06.

Édouard DEPREUX à Brive

Plus de 300 personnes assistaient vendredi 16 juin à la réunion publique du P.S.U., organisée à l'occasion des élections municipales partielles du 18 juin avec la participation d'Édouard DEPREUX.

Les deux candidats Jean GOMES et Gérard DENECKER prirent successivement la parole pour exposer les raisons de leur candidature et la position du P.S.U. sur les problèmes municipaux.

Édouard DEPREUX traita ensuite des différents aspects de la politique nationale. Ce tour d'horizon lui permet de préciser les positions du P.S.U. dans les perspectives du renouveau du socialisme en France et dans le monde.

La Section S.F.I.O. qui ne faisait pas de réunion publique parce qu'alliée à la droite, avait délégué un contradicteur pour faire le procès du P.S.U. local et national à l'aide des notes transmises par le Secrétariat national de la S.F.I.O.

La salle manifeste son hostilité au contradicteur S.F.I.O., lequel fut pris à parti par deux auditeurs qui lui reprochèrent les trahisons et les attermoiements de son parti. Jean GOMES et G. DENECKER répondirent aux diverses questions et M. DEPREUX clôtura cette réunion par une brillante intervention sur notre Socialisme et sur ceux qui l'ont trahi.

Cette réunion publique fut pour notre parti un succès, par l'assistance inhabituelle à Brive depuis plusieurs années et par l'ambiance qui y régna, enthousiasme chez les jeunes, et aussi chez les vieux socialistes dont certains déclarèrent retrouver la ferveur militante de leur jeunesse.

G. DENECKER.

ON DEMANDE

L'Association « Vers la Vie », recherche pour son Centre (1) de St-Lambert-des-Bois (S.-et-O.).

— Un Educateur chargé des activités Sportives et de plein-air (libéré de ses obligations militaires).

Le Centre est spécialisé dans la rééducation d'adolescents présentant des troubles du comportement à quotient intellectuel normal.

(1) Institut médico-pédagogique, St-Lambert-des-Bois (S.-et-O.). Téléphone 923-72-83.

Ciné-club "Action"

Mardi 27, à 20 h. 45, au cinéma « Le Paris », 56, av. de St-Ouen, Paris-18^e, (métro Guy Moquet et La Fourche) : FESTIVAL DE COURTS-METRAGES INEDITS DE JEUNES REALISATEURS

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

I.R.B., 60, rue René-Boulanger, Paris-X^e— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

MALAISE

Lettre de la Fédération des Côtes-du-Nord aux organisations politiques et syndicales du département

LES organisations syndicales ouvrières et paysannes de Loire-Atlantique se sont mises d'accord pour organiser le mardi 20 juin, à Saint-Nazaire, un grand rassemblement commun, le premier de ce genre organisé en France. Les ouvriers et les paysans manifestent ainsi « leur opposition commune au système économique actuel, leur aspiration commune à l'application d'une politique de paix et de progrès social, leur exigence du respect des libertés syndicales démocratiques, ce qui implique la libération des militants paysans emprisonnés ».

L'initiative du P.S.U., en présence de Tanguy-Prigent, ancien ministre de l'Agriculture, et de Serge Mallet, spécialiste des questions agricoles, membre du C.P.N., s'est tenue dimanche 18 juin, à Saint-Brieuc, une réunion à laquelle participaient les représentants des fédérations bretonnes du P.S.U., des cultivateurs adhérents et sympathisants, des coopérateurs, des syndicalistes ouvriers.

Après avoir analysé les causes du mécontentement paysan, ils sont tombés d'accord pour estimer qu'il serait souhaitable que se réalisât dans les Côtes-du-Nord, comme dans la Loire-Atlantique, l'union des travailleurs ruraux et urbains pour témoigner de la solidarité de leurs intérêts menacés par la politique du gouvernement soumis aux pressions capitalistes.

C'est pourquoi nous tenons à vous faire savoir que le P.S.U. appelle ses Fédérations à appuyer sans réserve, l'action paysanne et donne mandat à tous ses adhérents et sympathisants qui militent dans les organisations syndicales de paysans et de salariés de tous ordres de demander à ces organisations de se mettre en rapport et de se concerter pour organiser des actions communes à l'échelon des cantons ou du département.

Une telle action témoignerait heureusement de la solidarité qui lie les travailleurs des champs et de la ville victimes d'un même système économique et qu'on a si longtemps essayé de diviser et d'opposer. Cette fois encore, le gouvernement va s'efforcer d'apaiser le mécontentement agricole par des mesures fragmentaires alors que la situation exige de profondes réformes de structure, on essaiera, suivant le procédé habituel, de ramener ce mouvement à un mouvement corporatiste, d'exiler dans les villes les ouvriers, les employés, les fonctionnaires, contre les manifestations paysannes et d'opposer dans les campagnes le sort de ceux-ci au sort des cultivateurs. On ne veut pas qu'ils se sachent et se sentent solidaires, c'est à eux, dans leur organisation, de montrer qu'ils ne sont plus dupes des vieux préjugés et qu'ils savent que la force des travailleurs réside dans leur union.

C'est la raison pour laquelle nous avons pris l'initiative de vous écrire au nom de notre organisation et, en espérant que vous partagerez notre point de vue et que vous prendrez des décisions inspirées par ces préoccupations, nous vous prions d'agréer l'assurance de nos sentiments fraternels.

Pour le Bureau Fédéral du P.S.U. :
A. MAZIER.

Motion du Congrès Fédéral d'Ille-et-Vilaine

Au cours de son Congrès fédéral extraordinaire réuni à Rennes, le 18 juin, la Fédération d'Ille-et-Vilaine a adopté à l'unanimité la motion suivante :

« Vu l'évolution rapide de la crise agricole actuelle en France et plus particulièrement en Bretagne ; étant donné la prise de conscience par la classe paysanne de son exploitation par un régime économique et social qui maintient en place un système de commercialisation défavorable aux producteurs, le Congrès fédéral extraordinaire d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste Unifié :

« — se félicite que les Fédérations bretonnes du P.S.U. se soient réunies à Saint-Brieuc pour examiner les problèmes agricoles à la lumière des récents événements et faire ainsi connaître à l'opinion publique que le P.S.U. est décidé à soutenir la paysannerie française dans sa lutte en vue d'obtenir des réformes progressistes et d'améliorer le niveau de vie des travailleurs ruraux ;

« — souligne le fait que l'absence d'une Assemblée parlementaire souveraine et représentative de la nation contraindrait les paysans à recourir à la violence ;

« — affirmant son opposition à toute déviation fasciste et autonomiste, déclare que les représentants du syndicalisme paysan doivent être libérés. »

PAYSAN , MÉCONTENTEMENT SOCIAL : LES SOLUTIONS DU P.S.U.

Résolution du Comité Politique National sur les problèmes paysans

NOTRE Parti a dénoncé dès sa formation le sort fait à la paysannerie travailluse en France. Les manifestations de Bretagne ne font que souligner l'incohérence de la politique gouvernementale dans ce domaine comme dans d'autres et démontrent que la soi-disant loi de l'offre et de la demande est incapable d'assurer à la paysannerie la sécurité à laquelle elle a droit par son travail.

Les efforts importants entrepris par les agriculteurs depuis 1950, loin de leur profiter, ont été entièrement absorbés par les profits du capitalisme commercial et industriel. Mieux, l'augmentation de la production agricole, souhaitée par le Gouvernement lui-même, s'est retournée contre les producteurs, menacés de mévente chronique de leurs produits.

Les expériences de vente directe tentées par les paysans bretons en juillet et décembre dernier à Paris et que le P.S.U. a vigoureusement soutenues, ont prouvé que celles-ci n'étaient que le fruit d'une sous-consommation des masses, provoquée à la fois par les profits scandaleux du circuit de distribution et l'insuffisance du pouvoir d'achat dans les villes.

En face de cette situation, le gouvernement, ménageant le circuit commercial capitaliste, n'a pu inventer que des palliatifs inefficaces. Il dupe la paysannerie avec des projets à long terme dont aucun ne reçoit jamais le moindre commencement d'application. Il a fallu les crises successives de l'année dernière pour que soit institué le Fonds d'Orientation et de Régulation des marchés agricoles dont l'intervention est toujours trop tardive. Il a fallu les récentes manifestations du Finistère pour que soient adoptés quelques-uns des textes d'application de la loi d'orientation agricole qui prévoit, dans son exposé des motifs, le rétablissement de la « parité entre revenus industriels et revenus agricoles ».

L'agriculture française ne pourra se développer et rémunérer convenablement les paysans travailleurs dans le cadre du pseudo-libéralisme économique.

Mais sans attendre l'institution d'une planification démocratique conçue en fonction des besoins et non du profit — impensable dans le cadre du régime actuel.

LE P.S.U. considère que doivent être adoptées, dans l'immédiat, les mesures suivantes :

1° Etablissement d'une co-gestion paritaire effective (administration-agriculteurs) de tous les organismes de régulation des marchés : SIBEV, FORMA, etc...

2° Réserve des achats de soutien en priorité aux organismes coopératifs de producteurs (SICA, Coopératives, groupement d'éleveurs, etc.)

3° Réforme du statut des marchés-gares devenus marchés d'intérêt national, mais qui doivent être placés sous la gestion directe des organisations de producteurs agricoles et de consommateurs.

4° Passation par tous les organismes d'Etat acheteurs de produits agricoles (Education nationale, Santé publique, Défense nationale, etc...) de contrats de production DIRECTE avec les organisations coopératives paysannes, celles-ci les répercutant sur leurs adhérents. Ces contrats de production doivent être conclus sur la base d'un prix moyen annuel garantissant le prix de revient effectif des produits.

5° Fixation autoritaire des marges

de l'ensemble du circuit commercial garantissant une baisse de prix à la consommation.

6° Suppression de la franchise de 200 NF en matière d'assurance maladie-agricole. Couverture à parité de la totalité des prestations assurées par le système général de la Sécurité Sociale.

Dans la lutte qu'elle mène pour ses légitimes revendications, le plus grave danger qui menace la paysannerie est son isolement des autres forces laborieuses de la nation.

Les revendications immédiates de la paysannerie doivent être soutenues par toutes les forces ouvrières et démocratiques du pays. Le P.S.U. mandate ses fédérations et ses militants pour alerter les organisations syndicales ouvrières, étudiantes et universitaires, les organisations sociales et les partis politiques de gauche en vue de constituer dans les départements, des comités de soutien de la paysannerie laborieuse qui prendraient en accord avec les organisations paysannes (F.D.S.E.A., C.D.J.A., Coopératives), les mesures correspondant à la situation.

Le P.S.U. fait appel aux organisations syndicales ouvrières, étudiantes et universitaires afin qu'elles mettent en place, autour des cantines et coopératives d'ouvriers et d'employés, des restaurants, des cantines scolaires et universitaires placées sous la gestion ou la co-gestion des syndicats ou comités d'entreprise, des centrales d'achat en liaison directe avec les organisations de producteurs agricoles.

Il mandate ses élus dans tous les Conseils Généraux et Municipaux pour qu'ils développent ces perspectives et soutiennent les revendications paysannes.

DEVANT l'évolution prise par les luttes paysannes en Bretagne, le P.S.U. appelle ses militants et fédérations à appuyer sans réserve l'action paysanne. Il invite ses militants et ses sympathisants agissant dans les organisations syndicales paysannes, ses élus ruraux, à élever le niveau de l'action paysanne en la faisant déboucher sur la revendication de réformes de structures tendant à assurer le contrôle par la paysannerie de ses activités économiques et l'élimination du capitalisme commercial du circuit des produits agricoles. Pour obtenir le soutien des masses ouvrières des villes, les revendications de la paysannerie doivent s'inscrire dans un cadre général associant les intérêts des consommateurs à ceux des producteurs agricoles. Il met en garde les syndicalistes paysans contre l'exploitation qui peut être faite de leur légitime colère par des éléments aventuriers, liés aux activistes algériens.

Ces éléments subventionnés et soutenus sans réticence depuis de longues années par les margoulinis du

capitalisme commercial, exploités de la paysannerie, doivent être rapidement mis hors d'état de nuire. Leur action peut desservir gravement les intérêts de la paysannerie.

Enfin, le P.S.U. souligne que la répression policière, à laquelle a recouru le Gouvernement, est un aveu d'impuissance devant les légitimes réac-

tions de la masse paysanne. Il exige la libération immédiate des militants syndicaux emprisonnés et l'abandon des poursuites engagées contre eux. Il mandate ses militants afin de mettre tout en œuvre pour aboutir à la cessation de la répression et assure de sa pleine et entière solidarité, les militants emprisonnés.

Paris, le 18 juin 1961.

APPEL

des fédérations bretonnes du P.S.U.

Agriculteurs bretons :

DEPUIS la Libération, vous avez fait un magnifique effort pour améliorer et accroître votre production.

Les résultats de votre effort ont été absorbés par les profits capitalistes : profits du capitalisme commercial qui prélève sa dime à tous les stades archaïques du circuit de distribution, profits du capitalisme industriel, qui pratique de véritables prix de monopoles sur les produits nécessaires à l'agriculture : engrais, aliments, machines.

Privés du fruit de cet effort, vous êtes aujourd'hui dans l'incapacité de renouveler vos équipements, d'amortir vos emprunts, de garantir la sécurité et l'avenir de vos foyers.

L'augmentation de votre production se retourne contre vous, on vous parle de surproduction, alors que les expériences de vente directe tentées à Paris en 1960 — expériences vigoureusement soutenues par notre parti — ont démontré que la mévente de vos produits était due essentiellement aux manœuvres de la spéculation et à l'insuffisance du pouvoir d'achat, qui entraîne la sous-consommation.

DEVANT LA SITUATION HUMILIANTE QUI VOUS EST FAITE VOUS VOUS ETES JUSTEMENT REVOLTES.

Vous avez raison d'exiger :

— l'application des dispositions de la loi d'orientation agricole, dont les promesses n'ont pas été tenues.

— l'organisation permanente des marchés agricoles qui vous libérerait des aléas de la soi-disant loi de l'offre et de la demande.

— les contrats de production qui garantiraient un prix de revient, c'est-à-dire votre salaire.

— la co-gestion des organismes régulateurs (S.I.B.E.V., F.O.R.M.A., marchés d'intérêt nationaux) où la présence des producteurs est indispensable à leur efficacité.

— la parité du système de Sécurité Sociale paysanne avec le régime général qui conditionne la santé de vos familles.

Votre union et votre action doivent arracher les premières victoires mais au delà des revendications immédiates vous devez penser à la nécessité de porter le fer dans les structures du capitalisme exploitateur. Ces réformes et ces victoires, vous ne les obtiendrez pas seuls. Dans la lutte que vous menez, votre isolement des autres couches laborieuses serait un grave danger. Gardez-vous des tentations du corporatisme. Éliminez les agents provocateurs qui essaieraient de faire servir vos luttes à d'autres objectifs.

Ouvriers, techniciens, employés et fonctionnaires

LE sort de tous les travailleurs est solidaire. En aidant la paysannerie dans sa lutte contre les trusts et le gouvernement qui les protège, vous préparez votre propre libération.

Les intérêts de tous les travailleurs sont les mêmes.

L'organisation de la vie économique débarrassée du règne du profit exige l'alliance de tous les travailleurs.

Ouvriers et paysans, manifestez en commun votre refus de l'exploitation. Imposez tous ensemble la libération des militants emprisonnés.

PARTI DES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CHAMPS, PARTI DU RENOUVEAU SOCIALISTE, LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ VOUS APPELLE À L'UNION.

EXIGEZ DE VOS ORGANISATIONS SYNDICALES L'ACTION COMMUNE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS.

SUIVEZ L'EXEMPLE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE, OU LES OUVRIERS ET LES PAYSANS MARCHENT LA MAIN DANS LA MAIN.

VIVE L'ACTION DES TRAVAILLEURS UNIS

Les Fédérations bretonnes du P.S.U. :

(Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Loire-Atlantique).

Les raisons de la colère (suite de la page 12)

féremment. A Languidic — un gros bourg de l'intérieur, à 30 km de Lorient — un jeune cultivateur, un ancien de la J.A.C. — qui anime le cercle des jeunes agriculteurs du Département — me disait : « On ne peut plus résoudre nos problèmes individuellement. Il faut tout envisager maintenant sous l'angle coopératif. » C'est ce que me disait également l'un des dirigeants de la F.D.S.E.A., Louis le Paugam : « Le libéralisme économique est dépassé. Les frontières sont appelées à disparaître. Pour résoudre valablement nos problèmes nous devons les poser dans le contexte de demain et non dans celui d'aujourd'hui. »

Cette conscience nouvelle — des jeunes ruraux et des moins jeunes — est à signaler : c'est elle qui colore déjà le mouvement paysan.

Les paysans veulent être "intégrés"

LES cultivateurs veulent pouvoir vendre eux-mêmes leurs produits et obtenir des garanties de l'Etat quant à leur écoulement. Ils veulent à la parité avec les autres industries, sans plus. Les jeunes — souvent les meilleurs — quittent la ferme pour

aller travailler en usine. Combien sont-ils dans la banlieue parisienne qui rêvent de revenir au pays ? Il est cependant possible de construire des usines, de reconvertir les anciennes dans le cadre de la décentralisation régionale et dans le cadre d'industries-annexes à l'agriculture. Une paysanne qui a deux fils, l'un à Paris l'autre dans l'Est me racontait :

« La ferme ne rapportait pas assez pour nous faire vivre tous. Les gars n'auraient pas trouvé à se marier ici : maintenant les filles préfèrent épouser des fonctionnaires ou des ouvriers pour aller en ville. »

C'est vrai : l'existence à la ferme est encore plus pénible pour la femme que pour l'homme.

Durant la dernière guerre je me souviens que nous considérions les paysans comme des privilégiés : ils mangeaient à leur faim et ne souffraient pas des bombardements. La paix a mis fin à ces privilèges accidentels. Or les paysans n'ont jamais obtenu des avantages comparables à ceux de la classe ouvrière (Juin 36, Libération). Beaucoup d'entre eux, pour survivre, ont dû, par conséquent, s'embaucher en 1945 sur les chantiers du bâtiment. Les vieilles usines —

comme les Forges d'Hennebont qui font vivre directement et indirectement dix mille personnes — tournent constamment sous la menace d'une fermeture.

En vérité, la Bretagne — qui est pourtant pleine de ressources et riche en main-d'œuvre — est restée à l'écart du grand effort de reconstruction de l'après-guerre. Si les villes rasées ont été reconstruites, on ne voit pas — excepté l'équipement rural — ce qui a changé. Un cultivateur des environs de Lorient serrait les poings en me disant : « Ils ont fait dix fois plus pour l'Algérie que pour nous ! On est des Français, nous, pourtant ! »

Le paysan « campe » aux portes de la ville, la Bretagne « campe » aux portes du pays : les trains électrifiés s'arrêtent au Mans. Paris-Le Mans : deux heures. Paris-Lorient : huit heures ! Deux fois plus de temps que pour atteindre Lyon !

Il est urgent de faire du paysan — comme de l'ouvrier — un citoyen à part entière. L'intégration de la Bretagne et l'indépendance de l'Algérie sont deux entreprises d'intérêt national qu'il importe de concevoir dans l'immédiat et à long terme.

Gabriel ENKIRI.

Actuellement, les militants du syndicalisme agricole et ouvrier se rencontrent un peu partout pour empêcher les déviations corporatistes et assurer l'efficacité du mouvement.

C'est ainsi que le jeudi 21, après St-Nazaire, Quimper, etc..., un Comité d'Etudes et d'Action a été constitué à Morlaix, groupant les syndicats agricoles et les représentants de TOUS les syndicats des travailleurs et des fonctionnaires, sous l'initiative de nos camarades du P.S.U.

Nous publierons dans notre prochain numéro, l'étude de Tanguy-Prigent sur ce sujet.

Les raisons de la colère...



(A.D.P.)
Une atmosphère d'émeute... La Bretagne « campe aux portes du pays ».

Nous publions ci-dessous les observations faites par un de nos camarades, témoin des manifestations paysannes en Bretagne. Nous présentons ce texte comme document sur ce mouvement et sur l'état d'esprit de ses animateurs, et non, cela va de soi, pour reprendre à notre compte tous les propos tenus par certaines des personnalités interviewées par notre camarade.

Lorient, le 18 juin

Comme dans les autres départements bretons, les cultivateurs du Morbihan sont passés à l'action. La manifestation de Pontivy fut la plus importante et la plus spectaculaire : sept mille paysans juchés sur leurs tracteurs défilèrent dans les rues tenant la ville toute une matinée. Des heurts violents se produisirent avec les CRS qui répondirent aux œufs pourris des manifestants par des grenades lacrymogènes.

Atmosphère d'émeute dans une paisible cité campagnarde : « Voilà trente ans que je suis installé à Pontivy, je n'ai jamais vu ça ! » m'a dit avec stupéfaction un commerçant que les événements avaient contraint de baisser son rideau de fer !

NE dans le Nord, le mouvement revendicatif a déferlé sur la Bretagne, dressant partout des barricades. Dans la région lorientaise — point névralgique du Morbihan — les paysans ont coupé la voie ferrée Quimper-Paris en trois endroits. Pour manifester d'abord leur solidarité avec les Finistériens, ensuite parce qu'ils étaient « à bout ».

Le mouvement vient de la base

« Ce sont les gars eux-mêmes — y compris les non-syndiqués — qui nous pressaient de faire quelque chose », m'a dit un responsable syndical départemental.

Aussitôt prise la décision d'arrêter les trains, les responsables de quartier ont battu la campagne. Bien des gars sautèrent du lit sans savoir où ils allaient ni pour faire quoi ? Ils nous faisaient confiance simplement. Les femmes elles-mêmes étaient pour l'action ! C'est ainsi qu'en pleine nuit, on s'est tous retrouvés sur la voie ferrée en train de construire des barrières. Nous étions heureux d'agir bien que conscients de la gravité de notre geste. »

Ce qui frappe, en effet, dans ce mouvement c'est autant l'unité et la résolution des troupes que la solidarité qui les anime. Toute la Bretagne est avec ses paysans. Les commerçants comme les ouvriers, malgré les excès que peuvent commettre les manifestants. Rarement un mouvement aura été moins « politisé ». Partout où je suis passé, j'ai constaté qu'il s'agissait d'un mouvement purement revendicatif, sans aucune arrière-pensée politique. Les combattants tiennent eux-mêmes à le souligner : Le « dorgéisme » ? Il a disparu avec la IV^e, m'ont affirmé plusieurs dirigeants syndicaux. L'autonomie ? Ça n'intéresse personne à part quelques châtelains, m'ont-ils affirmé de la même manière et je connais assez bien la Bretagne pour n'en pas douter. On peut même dire que les paysans

se méfient des politiciens comme de la peste. Leur hostilité à l'égard des partis n'est pas, d'ailleurs, sans rappeler celle des ouvriers. Les parlementaires ? Ils nous répandaient toujours qu'ils ne pouvaient rien faire, m'a dit avec ironie un cultivateur qui n'est plus ce qu'on appelle un jeune. Ce qui surprend encore dans ce mou-



(A.D.P.)
Tous les paysans se sentent engagés dans la bataille.

vement, outre son dynamisme et sa cohésion, c'est son style. Tous les paysans sans exception se sentent engagés dans la bataille et bien souvent ce sont les jeunes qui l'animent. Les cadres traditionnels sont dépassés : ils suivent plus qu'ils ne conduisent. Certains d'entre eux — des activistes notoires — sont tout à fait déconsidérés et auraient plutôt tendance à ne pas trop se montrer.

Un problème toujours « ignoré »

Non, les revendications paysannes sont tellement justifiées qu'il est impossible de tuer le mouvement en le politisant de « l'extérieur ». Il devient politique de lui-même : c'est la revendication économique qui se fait intrinsèquement politique. D'où l'impossibilité d'en séparer les deux aspects. Mais pourquoi cette soudaine vague de fond ?

Parce que le problème paysan — et breton par conséquent — a toujours été laissé de « côté ». C'est pourquoi la Bretagne aujourd'hui se retrouve à « côté » de la France, en dehors de la « métropole ». Va-t-elle pour autant exiger son Indépendance ? Non. Ce qu'elle souhaite, au contraire, c'est son intégration. « Une seule France, de Strasbourg à

de notre envoyé spécial Gabriel ENKIRI

Brest ! », tel est le slogan des activistes bretons ! Un militant ouvrier me disait en riant : « Ici quand on parle de l'aide aux pays sous-développés, tout le monde applaudit parce que chacun comprend qu'il s'agit d'aider la Bretagne ! »

Certes, c'est le brusque effondrement des prix qui a provoqué l'insurrection bretonne mais de même que pour l'Algérie, le feu couvait depuis longtemps. Pour celui qui connaissait la Bretagne — qui la voyait de l'intérieur — il était clair que l'insurrection éclaterait quand « il n'y aurait plus moyen de faire autrement ». La comparaison avec l'Algérie n'est pas du tout saugrenue : tout comme l'ancienne « province » d'Afrique du Nord, la Bretagne est à la fois sous-développée et « éloignée » de la Métropole. Ses représentants ne parvenaient pas à se faire entendre au sein du Parlement et bien souvent ses députés-paysans ne sont que des « paysans-bidons » plus ou moins fabriqués par l'Administration. Gourvellec et Léon — qu'ils me pardonnent ! — mais c'est Ben Bella et Krim Belkacem ! Et, croyez-moi, des Ben Bella j'en ai rencontrés entre Lorient et Pontivy.

Populaire et apolitique

L'ACTUELLE révolution bretonne a un caractère aussi populaire que la Révolution algérienne. Autour de la masse paysanne qui en constitue l'élément dominant, on trouve une minorité également très combattive — les travailleurs urbains — menacés comme les paysans dans leur existence propre. Voilà pourquoi l'alliance réalisée dans la Loire-Atlantique entre les syndicats ouvriers et paysans n'est pas fortuite : la « côte » et « l'intérieur » ne peuvent pas vivre séparément, étant complémentaires. Les industries côtières — conserverie, pêche, chantiers navals, etc. — ne peuvent pas être prospères si l'intérieur ne l'est pas. L'exemple de la Loire-Atlantique — l'alliance entre la terre et la ville — est valable pour toute la Bretagne.

J'ai dit plus haut que le mouvement paysan était apolitique et que la crainte des dirigeants syndicaux était précisément de le voir politisé. Or, dans la Loire-Atlantique, les syndicats ouvriers — y compris la C.G.T. — sont très autonomes : c'est leur autonomie qui a rendu possible la mise sur pied d'un cartel commun qui organisait pour ce mardi une manifestation ouvrière et paysanne à St-Nazaire. L'unité est donc réalisable quand elle se fait sur des bases revendicatives, c'est-à-dire syndicales : A Lorient comme à Paris, les travailleurs reportent tous leurs espoirs sur le mouvement syndical. « Les partis sont dépassés, ils en deviennent bêtes ! », m'a dit un cheminot cégétiste de Lorient.

Incontestablement, l'impressionnant mouvement paysan provoquera des réflexions salutaires parmi les travailleurs, surtout en Bretagne où les sommets parisiens des Partis n'ont jamais eu beaucoup d'influence.

Les jeunes à la tête du combat

A la tête du mouvement se trouvent les agriculteurs les plus dynamiques — ceux qui ont investi et mo-

dernisé leur exploitation — et cela se comprend : on leur a demandé de faire un effort, d'augmenter la production. Ils l'ont fait et voilà leur récompense : la surproduction, la mévente, la catastrophe financière, la misère. Ah ! les paysans bretons comprennent Gourvellec ! Et cependant, malgré la carence gouvernementale, — et sans doute à cause d'elle —, jamais les Bretons n'ont autant fait preuve d'initiative et d'imagination. Pour sortir de l'impasse, pour fertiliser le désert, chacun s'est ingénié à trouver « quelque chose ». Cette somme d'efforts personnels — des Gourvellec, du Finistère et d'ailleurs — a maintenu la Bretagne en vie. Ce mouvement invisible mais très réel se fait maintenant collectif, en bûtant contre l'obstacle essentiel qu'on ne peut renverser individuellement : l'inertie gouvernementale.

Car il s'agit bien d'une révolution : les Bretons ont pris conscience de leur solidarité économique (et donc politique). D'où la revendication d'un plan pour la Bretagne considérée comme une région économique au même titre que Paris ou le Nord de la France. Ici aussi les nouvelles générations — comme dans la classe ouvrière — posent les problèmes dif-

(suite page 11)

A St Nazaire

Ouvriers et paysans unis pour les libertés syndicales contre la politique gouvernementale

AUX cris de « Libérez les Bretons » et « Debré au poteau », 8.000 paysans et ouvriers ont manifesté dans l'unité, mardi dernier à Saint Nazaire.

Les orateurs des diverses organisations syndicales, qui avaient appelé à la manifestation, ont exalté cette fraternisation qui n'est qu'un début et se pose en exemple de solidarité et d'unité pour les luttes futures. Tous, en effet, ont réclamé la réorganisation du circuit de distribution. Et si le système politique n'a pas été sérieusement mis en cause, du moins l'unanimité s'est-elle faite pour attaquer avec virulence le système capitaliste. De même, toutes les interventions ont manifesté une égale volonté de défendre les libertés syndicales et réclamé l'abrogation de l'article 16.

La manifestation s'est déroulée dans le calme et la plus grande discipline. Presque tous les paysans étaient des jeunes.

Face au renforcement progressif d'un régime autoritaire, cette démonstration de solidarité est grosse d'espoir pour ceux qui n'ont jamais cessé de croire au réveil du monde du travail. Un militant agricole pouvait ainsi conclure son intervention :

« La fraternité et l'unité de la masse des travailleurs fera enfin appliquer la justice. »



(A.D.P.)
Le gouvernement était pourtant prévenu : manifestation de Nantes en avril 60..